LES CAHIERS

# Echanges Internationaux

*Revue du Comité Français de la Chambre de Commerce Internationale*

# France - Angola

## Un partenariat privilégié

### Un dialogue politique constant au plus haut niveau

- Une relation bilatérale à fort potentiel
- L'Angola, terre d'opportunités, futur « Dubai de l'Afrique »
- L'offre française répond bien aux enjeux dans de nombreux secteurs
- Rencontres au plus haut niveau

© Présidence de la République - P. Segrette

Supplément au N° 101

©Présidence de la République/P.Segrette.

# MOVING FORWARD WITH ANGOLA IN PROVIDING INNOVATIVE INSURANCE SOLUTIONS.

GA Seguros Angola is moving forward with the country. We have years of experience working closely with a diverse range of companies, from small business projects to international entities. No matter the scope of your business, we know that risk protection requires a deep understanding of your industry. GA Angola Seguros addresses key areas of risk to keep your business safe with innovative solutions. So move the country forward. Your business is in safe hands.

**TO KNOW MORE ABOUT INNOVATIVE INSURANCE SOLUTIONS CONTACT US AT +244 222 653 300.**

GA ANGOLA SEGUROS
INSURANCE

Subsidiary of SAHAM Finances

# France - Angola

## STRATÉGIES ET MARCHÉS INTERNATIONAUX

- **L'Angola terrain d'opportunités** ....5
  **S.E.M Jean-Claude MOYRET,** *Ambassadeur de France en Angola*
- **«Un dialogue constant et positif au plus haut niveau»** ....9
  **S.E.M Miguel DA COSTA,** *Ambassadeur d'Angola en France*
- **Visite du président angolais en France** ....13
- **Rencontres au plus haut niveau** ....15
- **Politique extérieure, un rôle croissant sur le continent africain** ....16
- **L'Angola, un pays porteur** ....18
  **Catherine DUMARCHE,** *conseillère économique, services économiques de l'ambassade de France en Angola*
- **Vins et spiritueux : l'Angola, 3ème marché d'Afrique** ....21
- **Une agriculture en pleine expansion** ....23
- **L'Angola, un marché prometteur pour Louis Dreyfus Commodities** ....24
  **Christian LOUVET,** *Directeur général de Louis Dreyfus Commodities en Angola*
- **L'Angola : Futur «Dubaï de l'Afrique»** ....29
  **Xavier CHATTE-RUOLS,** *Directeur d'UBIFRANCE au Bureau de Luanda*
- **France-Angola, des relations au fort potentiel** ....32
- **«Nous voulons doubler notre chiffre d'affaires d'ici 2016...»** ....35
  **Dominique PIRES,** *Directeur commercial et consultant en charge des projets d'investissement de Mazars en Angola, sous couvert de* **Jacques DOS SANTOS,** *associé pays du groupe*
- **L'Angola, terre de richesses naturelles** ....38
- **L'Angola, Eldorado, à la portée des entreprises françaises** ....39
  **Federico CRESPO,** *Président des Conseillers du Commerce extérieur de la France en Angola*
- **L'Angola mise sur la modernisation énergétique** ....45
- **Total en Angola, or noir en eaux profondes** ....46
  **Jean-Michel LAVERGNE,** *Directeur Général de Total en Angola*
- **L'implantation de Technip en Angola ouvre des perspectives de croissance** ....49
  **Benoît VERDIER,** *Directeur général de Technip Angola*
- **PONTICELLI Angoil, une sécurité à toutes épreuves** ....50
  **Charles CAIA,** *Directeur Général de la filiale*
- **Accompagner les sociétés de services parapétroliers** ....53
  **Olivier VILLENEUVE,** *Co-fondateur de Petroforma Lda*
- **La coopération culturelle entre la France et l'Angola** ....54
- **Une grande richesse linguistique** ....55



**LES CAHIERS D'ECHANGES INTERNATIONAUX : • Directeur de la publication :** Jean-Pierre KALFON • Edtions OPAS - 41, rue Saint-Sébastien - 75011 PARIS - Tél. : 01 49 29 11 00 - Fax : 01 49 29 11 46 - RCS Paris B 333 953 123 - TVA intra-communautaire : FR 22 333 953 123 • **Rédactrice en chef :** Sophie SCHNEIDER • **Coordination :** Assya MIQYASS • **Rédaction :** Domitille NOTTE, Mallaury SAVOIE • **Imprimeur :** Print Corp

**Régie publicitaire : OCIREP** - 15, rue des Voisins - CP 517 CH - 1211 GENÈVE 4 - Suisse

©Angola Image Bank

TOTAL
COMMITTED TO BETTER ENERGY
TOTAL
www.total.com

ANGOLA

# L'Angola terrain d'opportunités

**S.E.M Jean-Claude MOYRET,** Ambassadeur de France en Angola

**Avec la reprise des relations diplomatiques entre la France et l'Angola, confortée par la visite du président José Eduardo dos Santos à Paris, en avril dernier, les deux pays ont officialisé leur volonté de dialogue et de partenariat. Sur le plan économique, outre le secteur pétrolier où la présence française est déjà bien établie, la ville durable et l'agriculture représentent des filières très attractives.**

©DR

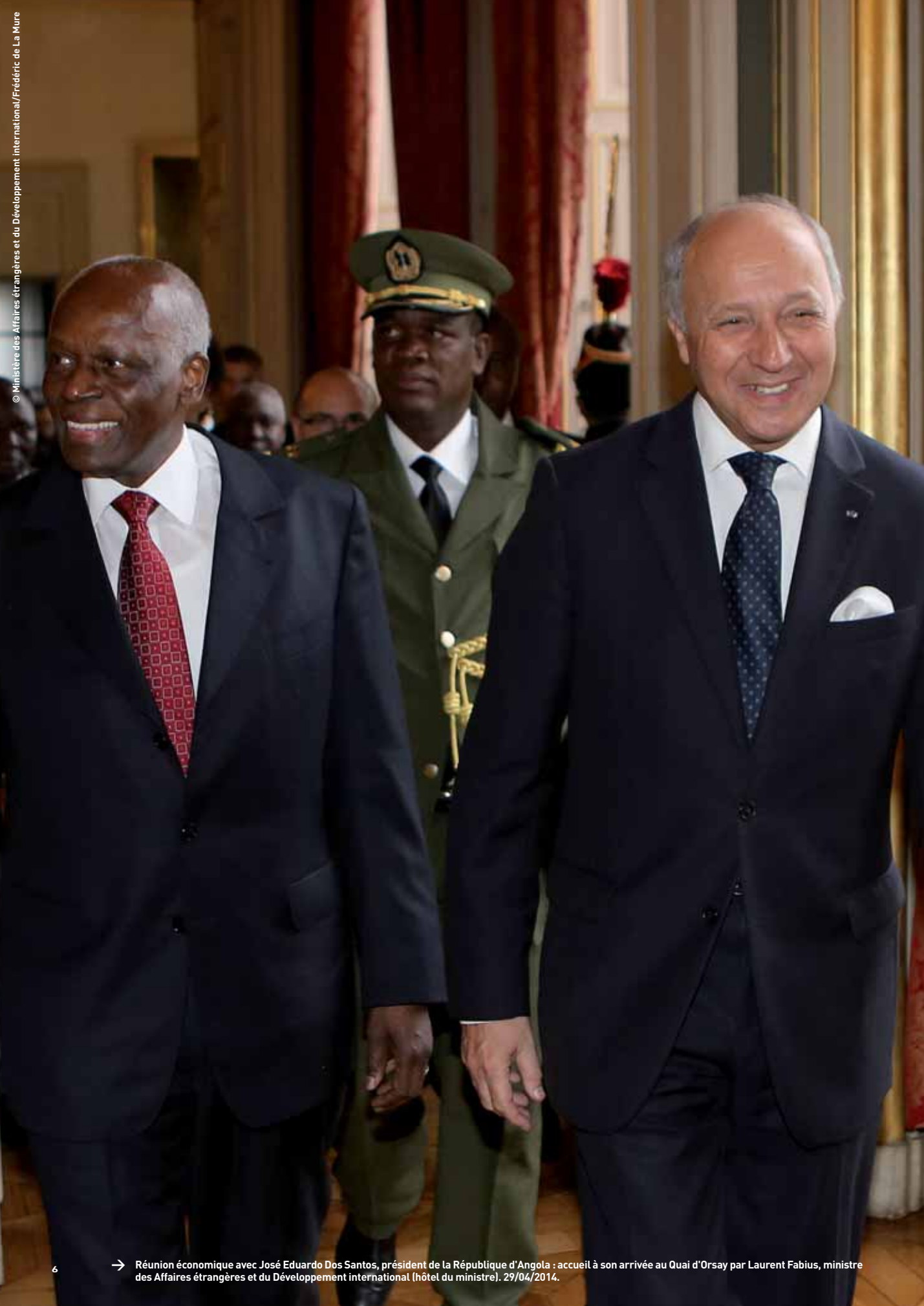
**Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, s'est rendu jeudi 31 octobre 2013 à Luanda. Il s'agissait du premier déplacement d'un ministre des Affaires étrangères en Angola depuis 2003. Cette visite a marqué la volonté de la France d'approfondir, dans tous les domaines, son partenariat avec l'Angola. Pouvons-nous en évoquer le cadre et les enjeux, dans le domaine politique, relancé par la visite à Paris de Georges Chikoti, ministre des Affaires étrangères de l'Angola, en mars 2012 ?**

Les relations entre la France et l'Angola ont connu une période de refroidissement, ce qui n'est pas inhabituel dans les relations internationales. Néanmoins, la durée de cette période est frappante, puisqu'elle s'est étendue sur pratiquement une décennie. En décidant de tourner la page, les deux pays, par l'intermédiaire de leurs ministres des Affaires étrangères qui se sont rendus l'un à Paris et l'autre à Luanda, puis à l'occasion de la visite officielle du président dos Santos à Paris, ont choisi de tourner leur regard vers l'avenir. Ils ont ainsi défini deux enjeux fondamentaux : la paix et la sécurité en Afrique, d'une part, ainsi que l'approfondissement et la diversification de la relation économique entre les deux pays, d'autre part.

La situation du pays sur le continent africain est paradoxale : c'est à la fois une zone en plein développement économique et c'est aussi le lieu de très nombreux conflits. La France, pour des raisons historiques, culturelles et linguistiques, y est très présente et soucieuse de contribuer à la sécurité du continent, à la fois pour les Africains et aussi pour nous-mêmes. Notre vision a cependant évolué et nous intégrons désormais complètement notre action dans un cadre multilatéral, régional ou mondial, estimant que la paix et la sécurité sont avant tout une responsabilité des Africains. Dans ce contexte, nos partenaires sont naturellement l'Union Africaine, les grandes organisations régionales (SADC, CEEAC), les Nations Unies et les grands Etats de la région qui ont une vocation naturelle à contribuer aux efforts communs en faveur de la paix. Deuxième pays producteur de pétrole d'Afrique et troisième économie du continent, l'Angola, sortie avec succès d'un conflit très long et douloureux, entend exercer un rôle important dans la résolution des conflits. C'est donc pour la France un partenaire régulier, parfois quotidien, dans la recherche de solutions aux crises, avec un accent particulier mis sur la zone des Grands Lacs et sur la République Centrafricaine, où l'Angola a décidé de s'impliquer positivement. Cette implication va s'accroître, avec l'annonce toute récente de l'envoi d'un contingent militaire angolais pour participer à la force de paix des Nations Unies en République Centrafricaine. Au-delà des conflits africains, ce sont les grands enjeux concernant la planète, à commencer par le réchauffement climatique, qui commencent à faire l'objet d'un dialogue régulier constructif qui s'approfondira bien sûr avec la présence possible, voire probable, de l'Angola au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Par ailleurs, sur le plan économique, la relation franco-angolaise est particulièrement forte dans le secteur pétrolier, où Total extrait presque 40 % de la production angolaise, assisté par un tissu conséquent d'entreprises françaises parapétrolières, telles que Technip, Ponticelli et d'autres... L'enjeu central est de diversifier notre présence économique, tout en confortant ce très bon résultat pétrolier. Cette diversification s'inscrit bien évidemment dans les axes politiques principaux de l'exécutif angolais, qui a décidé de diminuer la dépendance et la vulnérabilité de l'Angola aux fluctuations de l'économie pétrolière.

© Ministère des Affaires étrangères et du Développement international/Frédéric de La Mure





→ **Réunion économique avec José Eduardo Dos Santos, président de la République d'Angola : accueil à son arrivée au Quai d'Orsay par Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international (hôtel du ministre). 29/04/2014.**

**De son côté, le Président José Eduardo dos Santos a effectué une visite officielle à Paris du 28 au 30 avril 2014, à l'invitation du Président François Hollande. Ce déplacement traduit la volonté des deux chefs d'Etat de donner une nouvelle impulsion aux relations franco-angolaises. Pouvons-nous évoquer notamment à ce propos les dossiers majeurs ouverts en matière de coopération ?**

Avant de revenir sur les deux enjeux majeurs : paix et sécurité, et diversification économique, je voudrais mentionner plusieurs sujets, certes techniques, mais néanmoins très importants pour notre relation bilatérale. Il s'agit d'abord de la question des visas entre les deux pays, dont il convient de faciliter l'octroi. C'est d'ores et déjà le cas pour les titulaires d'un passeport officiel, exemptés depuis le mois de mai, à la suite de l'initiative du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius. En ce qui concerne les visas professionnels, intéressant nos entreprises comme les entreprises angolaises, nous poursuivons actuellement une négociation complexe, en ayant comme objectif de signer un accord de facilitation pour la fin de l'année 2014. Il convient également de souligner la mise en route de plusieurs processus de légalisation du Lycée français de Luanda, instrument indispensable de notre présence économique, comme de la formation d'une partie de l'élite angolaise.

Concernant les dossiers politiques, et notamment les questions de paix et de sécurité, un dialogue permanent est ouvert au niveau des deux ministres des Affaires étrangères, dialogue relayé, lorsque cela s'avère nécessaire, par les deux chefs d'Etat. Ce dialogue est évidemment appelé à s'approfondir, avec l'implication croissante de l'Angola dans la résolution de la crise en République Centrafricaine.

Quant aux dossiers économiques, les deux Présidents ont mandaté leur ministre des Affaires étrangères pour élaborer une liste d'opportunités d'affaires. Nous venons de recevoir, en septembre dernier, un premier projet angolais, auquel nous préparons une réponse assortie de nouvelles suggestions.

**L'Angola a initié, au-delà du secteur pétrolier et parapétrolier, une politique de diversification de l'économie qui ouvre des perspectives pour nos entreprises, notamment dans le secteur du développement durable, où elles disposent de savoir-faire reconnus : agro-alimentaire, énergies renouvelables, ville durable, services à l'industrie. Pouvons-nous en évoquer les terrains les plus fructueux ? Certains grands contrats peuvent-ils être évoqués notamment ?**

On peut lister des projets spécifiques plus ou moins avancés, et deux grandes perspectives de filières de coopération. Une première série de projets concerne des dossiers finalisés ou presque finalisés : il s'agit notamment d'un contrat d'Eiffage pour la construction d'une centaine de passerelles pour piétons à Luanda, rendue nécessaire pour sécuriser la voirie ; d'un contrat qui vient d'être signé par ABCD avec le ministère de la Construction pour 10 000 maisons ; ou encore de deux projets de construction d'usines de production d'eau potable à Luanda, avec nos entreprises leaders Veolia et Degrémont. D'autres projets sont assez avancés : la modernisation de la météo angolaise (Inamet) par Météo France International ; ainsi qu'un projet pilote de solaire hybride dans le Sud du pays, avec la PME spécialisée Vergnet.

En ce qui concerne les filières, les études se tournent vers deux grands secteurs : la ville durable et l'agriculture. De grands bouleversements sont prévus à Luanda, dont le gouvernement angolais vient de décider de modifier très substantiellement l'organisation administrative. Il a également engagé l'étude d'un plan de développement de l'agglomération qui va évidemment déboucher sur d'énormes investissements en matière de transport, énergie, adduction d'eau et assainissement. C'est un champ évident d'échanges et d'investissements pour nos entreprises.

Enfin, la filière agricole a été presque complètement détruite par la guerre civile. Aujourd'hui, le pays importe près de 80 % des produits qu'il consomme, ce qui pour un pays aussi grand et doté de très nombreuses terres agricoles, est paradoxal. Si la France et ses entreprises sont capables de structurer une offre globale de développement et d'investissement, c'est un terrain d'opportunités magnifiques !

**Qu'en est-il enfin de notre coopération en ce qui concerne l'enseignement ?**

Cela a toujours été un point central de notre coopération, tout d'abord par l'intermédiaire du Lycée de Luanda, que j'ai déjà mentionné, et qui compte aujourd'hui plus de 800 élèves. A l'origine, il s'agissait d'une école pour les enfants d'expatriés des entreprises du secteur pétrolier mais il s'est développé et largement ouvert aux enfants de l'élite angolaise, avec le soutien personnel du président José Eduardo dos Santos. Pour ce qui est de la coopération pédagogique, l'accent est mis sur deux grands secteurs : un programme de bourses techniques très orienté vers les IUT français, afin de former des techniciens supérieurs angolais, d'une part ; et d'autre part, un axe pour le soutien à la mise en place de cinq filières d'enseignement supérieur technique en Angola, à commencer par les professions liées à l'agriculture et les métiers dans le domaine mécanique liés au secteur pétrolier.

©DR

→ Le lycée français.

# Louis Dreyfus Commodities

## ...Partenaire des industriels et du secteur agricole

### LOCALISATION FILIALES EN AFRIQUE

ENGRAIS SIMPLES ET COMPOSES
PRODUITS PHYTOSANITAIRES
ALIMENTATION ANIMALE
MATIERES PREMIERES AGRICOLES
CHIMIE INDUSTRIELLE ET ALIMENTAIRE

**LOUIS DREYFUS COMMODITIES ANGOLA**

**2 sites : Luanda, Lobito**
**100 distributeurs à travers le pays**

Rua Ho Chi Minh n°373 (RC)
Bairro Nelito Soares
Luanda, Angola
Tél : (244) 222 327 613

Estrada Lobito-Benguela
Bairro da Luz
Lobito, Angola
Tél : (244) 923 595 509

# «Un dialogue constant et positif au plus haut niveau»

©DR

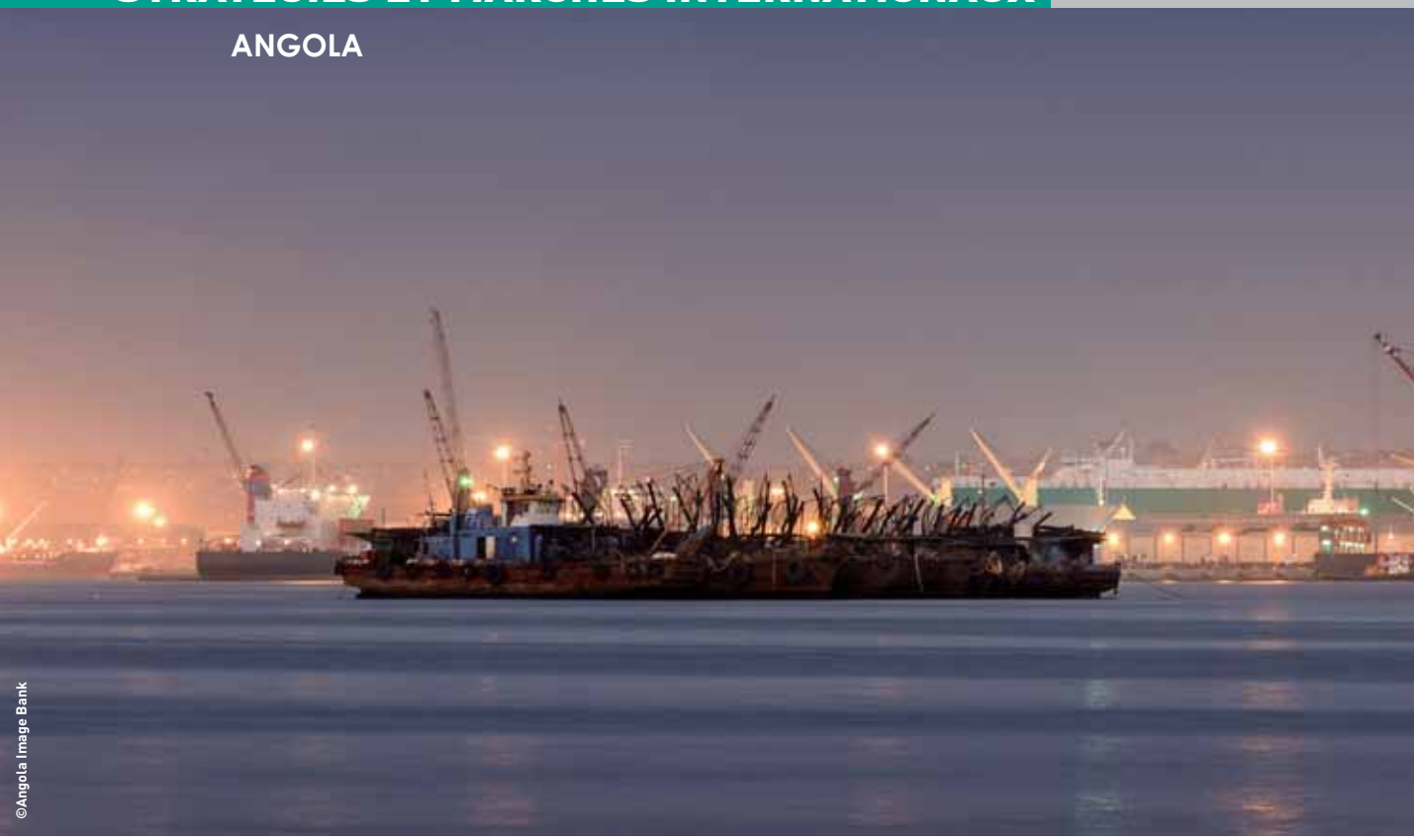
**S.E.M Miguel DA COSTA,** **Ambassadeur d'Angola en France**

**Depuis son indépendance le 11 novembre 1975, l'Angola entretient avec la France des relations bilatérales chaleureuses et dynamiques dans les domaines politique et diplomatique ainsi qu'une coopération économique et commerciale soutenue. La France a été l'un des premiers pays à reconnaître la République d'Angola dès son indépendance. Sur le plan politique, un dialogue constant et renouvelé porte sur les questions de sécurité régionale en Afrique (Guinée-Bissau, Golfe de Guinée, Région des Grands Lacs, Madagascar, Soudan, Sahel), le développement durable et la préservation de l'environnement.**

**Monsieur l'Ambassadeur, pouvons-nous évoquer de façon générale la densité de ces relations croisées sur le plan politique ?**
Sur le plan politique, les relations bilatérales entre l'Angola et la France sont basées avant tout sur une volonté politique commune qui se traduit par un dialogue constant et constructif au plus haut niveau de deux États. La France a non seulement été le premier pays de l'OCDE à reconnaître la République d'Angola dès la proclamation de son indépendance le 11 novembre 1975, plus précisément le 17 février 1976, moins d'une semaine après l'organisation de l'unité africaine et avant l'organisation des Nations Unies, mais il y a depuis cette période une constance dans la dynamique des relations politiques entre les deux pays. Sans oublier bien sûr une autre période moins bonne entre 2000 et 2010.
Rappelez-vous quelques dates importantes dans l'histoire politico-diplomatique entre les deux pays notamment :

- Le voyage du Président Jacques Chirac en Angola le 30 juin 1998 où il avait prononcé un discours historique au parlement angolais,
- Le voyage de Dominique de Villepin en tant que Ministre des Affaires étrangères le 19 juillet 2002,
- La rencontre entre les Présidents Nicolas Sarkozy et José Eduardo dos Santos à New-York en marge

## ANGOLA



©Angola Image Bank

de l'Assemblée générale des Nations unies, suivi d'une visite officielle du Président Français à Luanda le 23 mai 2008,

- Et enfin récemment la visite du Ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, le 31 octobre 2013 qui a permis la relance d'une dynamique des relations bilatérales.

L'Angola n'est pas en reste puisque le Ministre des Relations extérieures, Georges Rebelo Chikoti, a effectué une visite officielle en France du 21 au 23 mars 2012, suivie deux ans plus tard par la récente visite officielle du chef de l'État angolais, José Eduardo dos Santos du 28 au 30 avril 2014.

Ce dialogue de haut niveau qui est un signal fort et un baromètre plein de sens politique et diplomatique a permis d'approfondir les relations entre les deux pays sur des nombreux sujets d'intérêt commun entre autres : la sécurité régionale et internationale (R.C.A, Régions des Grands Lacs, Golfe de Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Soudan, Sahel), la problématique de l'aide au développement et du développement durable, les questions multilatérales liées à la protection et à la préservation de l'environnement, sans oublier, le renforcement de la coopération économique et commerciale bilatérale.

La France est un acteur majeur dans la géopolitique africaine aussi bien sur le plan historique, politique, diplomatique et militaire que sur le plan économique, commercial et culturel. L'Angola souhaite que la France poursuive ses efforts au côté de la communauté internationale, notamment au Mali et en Centrafrique, car il s'agissait de rétablir l'intégralité territoriale de ces États et permettre leur viabilité face à un risque de désintégration annoncé.

En Angola, la France doit prendre toute sa part dans les programmes de reconstruction que notre gouvernement a lancé et saisir les opportunités d'affaires dans le cadre de la diversification des activités économique en cours.

**Outre la vitalité du secteur de l'énergie et plus particulièrement de la production de pétrole, le pays est défini par le dynamisme d'autres secteurs de l'économie comme l'agriculture, l'industrie transformatrice, la construction et services marchands. Pouvons-nous évoquer de grands indicateurs qui attestent de la bonne santé de l'économie et de la capacité du pays à attirer les investisseurs internationaux ? Les entreprises étrangères, notamment françaises, peuvent-elles contribuer dans les années à venir à la stratégie de diversification de la structure productive dans la perspective de la réduction de la dépendance du secteur pétrolier, initiée par l'Angola ?**

Il faut surtout commencer par souligner que l'Angola est aujourd'hui un pays apaisé, politiquement et socialement stable. Cette donne géopolitique permet de consolider les acquis de la paix, d'envisager l'avenir avec sérénité et d'offrir aux investisseurs, nationaux et étrangers, un environnement favorable.

Par ailleurs l'Angola se distingue par un sérieux budgétaire, reconnu par le FMI, ainsi que par un programme de réformes audacieuses qui visent à moderniser l'administration, reformuler et améliorer les politiques d'impôts et faire évoluer le cadre juridique, afin de faciliter l'implantation des investisseurs nationaux et étrangers, dans un environnement à la fois prévisible et permettant une grande visibilité.

La reconstruction et la réhabilitation des infrastructures, le développement des télécommunications, les investissements dans le transport, l'énergie et l'eau, vont permettre aux acteurs économiques de disposer d'une base de travail saine et compétitive.

La diversification de l'activité économique est effectivement l'objectif stratégique de notre gouvernement pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'industrie d'extraction, notamment le secteur pétrolier, très capitalistique donc peu élastique sur le marché de l'emploi. Mais la diversification offre aussi des nouvelles opportunités et les pays comme la France ont un savoir-faire et une technologie adaptés à nos besoins dans les transports, l'agriculture, l'agroalimentaire et le secteur des services.

L'Angola est donc un pays viable, beau, avec un peuple chaleureux et accueillant et d'énormes potentialités inexploitées notamment dans le tourisme, l'hôtellerie et les services.

**La France et l'Angola partagent de nombreux intérêts économiques. Pouvons-nous évoquer les éléments chiffrés de ces relations économiques croisées et l'importance du partenariat économique avec la France, qu'il s'agisse d'investissements, de flux d'importation et d'exportation, ou de coopération technique ? Quelles sont les données concernant l'énergie et tout particulièrement le pétrole ?**

Je pense que, globalement, les échanges économiques et commerciaux entre l'Angola et la France sont aujourd'hui très en-deçà de leur potentiel. C'est positif car cela veut dire qu'il y a une marge de progression considérable.

De façon globale, il y a en Angola plus de 70 implantations françaises, si on compte les filiales qui représentent plus de la moitié de ce chiffre. Ces sociétés emploient de 20 à 25 000 personnes et représentent une facturation de l'ordre du milliard de dollars.

Le domaine pétrolier est le plus en vue, Total est aujourd'hui le premier opérateur étranger en Angola, dont la production se situait aux environs de 600 000 barils par jour en 2013. Ses activités se sont accélérées au début des années 2000. Le projet Girasol, sur le bloc 17, a ouvert le bal en 2001. Sur ce même Golden Block, ont suivi successivement, presque tous les trois ans, les projets Rosa, Dalia, Pazflor et puis le projet Clov (cravo, lirio, orquidea et violeta). Une performance qui a fait de l'Angola une vitrine d'excellence opérationnelle et technologique du groupe Total en offshore profond.

Dans tous ces projets, il y a bien sûr des retombées politiques, économiques, financières, la recherche, le savoir-faire, des emplois, des défis technologiques et une politique de formation des ingénieurs, des cadres supérieurs.

Le flux d'importation et d'exportation a connu un net ralentissement, je me méfie toujours des chiffres, mais, globalement, nous sommes passés de 3,2 milliards de dollars en 2008 à 1,5 milliards de dollars en 2012. Ces fluctuations s'expliquent par la dynamique des achats des hydrocarbures.

En ce qui concerne des investissements directs étrangers aussi bien en termes de stock qu'en termes de flux, la France a un poids remarquable avec presque 7 milliards de dollars de stock en 2012 et 1 milliard de flux sur la même période.

Il faut dire que les entreprises françaises ne se sont pas beaucoup investies sur le marché de la reconstruction et la réhabilitation des infrastructures post-conflit. Elles ont maintenant l'occasion de saisir les opportunités offertes par la diversification économique notamment l'agriculture, le transport, l'énergie, les services, les industries transformatrices.

**Le Président José Eduardo dos Santos a effectué une visite officielle à Paris du 28 au 30 avril 2014, à l'invitation du Président François Hollande. Ce déplacement traduit la volonté des deux chefs d'État, angolais et français, de donner une nouvelle impulsion aux relations franco-angolaises. Quels en seront les axes, et les modalités ?**

Je tiens d'abord à saluer encore une fois la qualité de l'accueil qui a été réservé au chef de l'État José Eduardo dos Santos par son homologue français le Président François Hollande et remercier le Ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius et tous les diplomates français au nombre desquels mon homologue à Luanda, qui ont travaillé sans relâche pour permettre le succès de cette visite officielle.

Le sens de cette visite était de valider les efforts diplomatiques développés de part et d'autre pour relancer la dynamique bilatérale, et dans cette optique, la rencontre au sommet est bien entendu un signal fort pour lancer le mouvement d'ensemble. Mais à ce niveau, il est utile de rappeler que la rencontre entre les deux chefs d'État a valeur de symbole et vise aussi à transmettre un message politique positif destiné à renforcer l'amitié entre les deux peuples.

Maintenant que le mouvement d'ensemble est lancé, il faut que la commission conjointe et les équipes techniques identifient les secteurs prioritaires entre nos deux pays, pour déterminer les moyens et les outils de mise en œuvre d'une coopération intense et innovante.

La création d'une chambre de commerce Angola-France serait peut-être opportune. Ce travail a déjà commencé et l'accord sur l'exemption des visas dans des passeports diplomatiques et des services va dans le bon sens. Les deux pays travaillent actuellement à un mécanisme visant à faciliter l'obtention des visas dans certaines catégories de gens porteurs de passeports ordinaires.

A terme, il va falloir peut-être ouvrir nos deux économies à une plus grande facilité de circulation des biens et des services dans le respect des règles de l'OMC et des critères des organisations régionales, en l'occurrence, l'Union européenne et la SADC[1] auxquelles appartiennent nos deux pays.

*(1) Southern African Development community*

©Présidence de la République/P.Segrette.

ANGOLA

Réunion économique avec José Eduardo Dos Santos, président de la République d'Angola : chefs d'entreprises français et angolais écoutant son discours (Paris, Quai d'Orsay, grande salle à manger). 29/04/2014.

© Ministère des Affaires étrangères et du Développement international/Frédéric de La Mure

# Visite du président angolais en France

**Le président angolais José Eduardo dos Santos s'est rendu en France pour une visite officielle du 28 au 30 avril 2014, où il a évoqué avec son homologue, François Hollande, des enjeux de paix, de sécurité ainsi que des questions économiques bilatérales.**

Lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, celui-ci a affirmé : «*Nous avons sur le plan diplomatique qui est le mien, énormément de champs de convergence. Nous apprécions beaucoup ce que vous faites en Afrique et dans le reste du monde. Je veux rendre hommage en particulier à votre action très efficace pour résoudre les conflits, non seulement dans les Grands Lacs mais en République centrafricaine, au Mali et dans d'autres régions. Sur le plan politique, nos approches sont donc convergentes et vous êtes d'une grande aide pour trouver une solution aux conflits. Votre sagesse est efficace et reconnue.*

*Sur le plan économique, vous avez décidé avec le président de la République de relancer notre partenariat. Les chances sont immenses parce que votre pays connaît un dynamisme remarquable et, en même temps, souhaite diversifier ses approches. Nos entreprises sont là pour répondre à vos besoins dans tous les domaines.*»

Le président angolais s'est aussi entretenu avec François Hollande, président de la République française pour discuter de questions de sécurité et de paix, évoquant notamment la situation de la République centrafricaine ainsi que celle de la République démocratique du Congo. De plus, les deux chefs d'Etat ont convenu d'œuvrer pour la réussite de la Conférence de Paris 2015 sur le climat et ont dit que la diversification de l'économie angolaise pourrait permettre une augmentation des investissements croisés entre les sociétés et ont promis de travailler à faciliter la mobilité professionnelle pour le partenariat entre entreprises. La bonne coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et la formation des cadres également été soulignée.

Lors d'une rencontre avec les entrepreneurs français, le 30 avril, José Eduardo dos Santos a expliqué que «l'Angola connaît depuis 2002 *une situation de paix et de stabilité politique et sociale. Le gouvernement angolais a également mis en place, avec succès, son programme de réformes économique, reposant sur deux piliers principaux. D'un côté, la consolidation de la stabilité macroéconomique, notamment le contrôle de l'inflation. De l'autre, un ambitieux programme d'investissement public de réhabilitation, de modernisation et de développement des infrastructures de base dans le domaine de l'éducation, de la santé, du logement social, de l'assainissement, des transports routiers et ferroviaires, des ports et aéroports, de l'énergie et des eaux, etc.(...) D'importantes réformes légales et institutionnelles sont en cours, visant à renforcer la certitude et la sécurité juridiques dans le domaine des affaires, à augmenter les avantages douaniers et fiscaux et à traiter de manière rapide et moins bureaucratique les projets d'investissements des entreprises privées. L'Angola transforme également son système financier en un système moderne, diversifié et solide, capable de rassembler et de rémunérer convenablement l'épargne publique et privée existante, ainsi que de la canaliser pour financer l'économie.*

• CONTRACTOR FOR O&G
• PRESENT IN ANGOLA FOR 10 YEARS

# We are part
## *of the magic of industry*

A Group with more than 5,000 people in France and worldwide.
A wide variety of trades, a large diversity of skills.
Engineering • Construction • Maintenance

GROUPE PONTICELLI FRÈRES
ALWAYS ONE STEP AHEAD

Design: © escapades

→ **François Hollande, Président de la République Française rencontrant le Président de la République d'Angola José Eduardo dos Santos.**

# **Rencontres** au plus haut niveau

**La qualité des relations bilatérales se traduit, notamment, par des rencontres de haut niveau.**

Le ministre angolais des Relations extérieures, Georges Rebelo Chikoti a effectué une visite officielle en France en mars 2012. Il s'agissait ainsi d 'instaurer une nouvelle dynamique dans les relations bilatérales en relançant le dialogue politique et la coopération économique. Durant sa visite, M. Chikoti a rencontré M. Bernard Accoyer, alors président de l'Assemblée nationale, M. Claude Guéant, alors ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration et M. Henri de Raincourt, alors ministre chargé de la Coopération. Il a également visité l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, l'enseignement supérieur étant un domaine important pour la coopération bilatérale. Un fonds de solidarité prioritaire de 1,7 million d'euros a été instauré en 2008 afin d'aider la structuration et la création de formations technologiques dans l'enseignement supérieur public, par exemple la future École supérieure de technologie alimentaire de Malanje.

De son côté, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, s'est rendu le 31 octobre 2013 en Angola, un événement inédit depuis la visite de Dominique de Villepin en 2003. Les deux pays ont en effet pour ambition d'approfondir leur partenariat dans de nombreux domaines. M. Fabius a rencontré José Eduardo dos Santos, le président de la République angolaise et son homologue, Georges Rebelo Chikoti et a évoqué la gestion des crises africaines et les capacités de maintien de la paix ainsi que le développement durable. Une délégation de responsables d'entreprises françaises l'a accompagné lors de son voyage. En effet, outre le secteur pétrolier et parapétrolier, de nombreux domaines s'ouvrent aux sociétés hexagonales qui souhaitent s'implanter en Angola : énergies renouvelables, agro-alimentaire, ville durable et services à l'industrie, notamment.

ANGOLA

# Politique extérieure, un rôle croissant sur le continent africain

**L'Angola joue un rôle croissant sur le continent africain, notamment en matière de maintien de la stabilité régionale et de sécurité de sa frontière septentrionale.**

©DR

→ **Siège de la Communaute Economique des Etats d'Afrique Centrale - Libreville.**

L'Angola maintient une présence encore discrète dans les instances régionales et internationales mais compte jouer un rôle croissant sur le continent africain (il a été élu en janvier 2012 au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour deux ans). Ses priorités sont le maintien de la stabilité régionale (région des Grands Lacs, RCA) et la sécurité de sa frontière septentrionale (Congo, RDC).

L'Angola souhaite affirmer sa présence dans le golfe de Guinée. Il a occupé de 2008 à 2013 la présidence de la Commission du golfe de Guinée (CGG), dont il accueille le siège.

L'Angola est membre de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et de la Conférence internationale pour la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs, dont il a pris la présidence en janvier 2014

Outre une coopération étroite avec le Portugal et le Brésil (le ministre brésilien de la Défense s'est rendu à Luanda en février 2013), l'Angola joue un rôle important au sein de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), organisation lusophone dont il a assuré la présidence de juillet 2010 à juillet 2012. En Afrique de l'Ouest, l'Angola entretient des relations développées avec la Guinée Bissau où il a mis en œuvre de mars 2011 à juin 2012 une coopération militaire bilatérale (la MISSANG) pour appuyer la réforme dans le secteur de la défense et de la sécurité.

Les Etats-Unis sont pour l'Angola un partenaire économique majeur. Une grande partie du pétrole angolais est extraite par les compagnies américaines (54%) et exportée aux Etats-Unis. Les deux pays ont

entamé depuis 2009 un dialogue de partenariat stratégique.

L'Angola entretient des relations anciennes et privilégiées avec la Russie : la coopération bilatérale s'accroît entre les deux pays et recouvre de nombreux secteurs d'activité (pétrole, gaz, diamants, défense).

Les rapports avec l'Afrique du Sud se sont améliorés avec l'élection de Jacob Zuma. Ce dernier a effectué la première visite bilatérale de son mandat en Angola, en août 2009, et s'y est à nouveau rendu en janvier 2013. Le président dos Santos s'est quant à lui rendu en Afrique du Sud, à titre bilatéral, en décembre 2010.

L'Angola développe depuis plusieurs années ses relations avec l'Asie et notamment avec la Chine, qui a octroyé plusieurs prêts à Luanda gagés sur les ressources pétrolières.

La Chine est le 2e partenaire de l'Angola (derrière le Portugal) et l'Angola le premier partenaire de la Chine en Afrique.

Fin mars 2009, le Pape Benoît XVI a effectué un voyage en Angola (seconde visite d'un pape) à l'occasion du 500e anniversaire de l'évangélisation du pays.

L'Angola a organisé en janvier 2010 la Coupe d'Afrique des Nations (CAN).

Comme l'a souligné Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères, le 29 avril 2014, dans une conférence de presse conjointe avec le Président de la République d'Angola, José Eduardo Dos Santos : *"Nous avons sur le plan diplomatique qui est le mien, énormément de champs de convergence. Nous apprécions beaucoup ce que vous faites en Afrique et dans le reste du monde. Je veux rendre hommage en particulier à votre action très efficace pour résoudre les conflits, non seulement dans les Grands Lacs mais en République centrafricaine, au Mali et dans d'autres régions. Sur le plan politique, nos approches sont donc convergentes et vous êtes d'une grande aide pour trouver une solution aux conflits. Votre sagesse est efficace et reconnue."*

©DR

©GGW - Fotolia.com

ANGOLA

©DR

Expo Kwanz Sul 09 2014 - La délégation avec le gouverneur.

# L'Angola, un pays porteur

©DR

**Catherine DUMARCHE,** conseillère économique, services économiques de l'ambassade de France en Angola

**L'Angola, 2ème économie de la région australe, est un pays en pleine expansion économique qui est une terre d'opportunités pour les sociétés françaises.**

**Quelles sont les spécificités de l'économie angolaise ?**

Avec un PIB estimé à 120 milliards de dollars, l'Angola, 2ème économie de la zone australe après l'Afrique du Sud, s'affiche comme un pays d'apparence riche, mais dans les faits très inégalitaire, avec le maintien d'une situation humanitaire et sociale précaire. De fait, il est encore aujourd'hui classé parmi les pays les moins avancés (PMA), même s'il est en train de rejoindre graduellement la catégorie des pays à revenus intermédiaires (PRI) plus conforme à son économie, quasi exclusivement assise sur le pétrole (deuxième producteur d'Afrique après le Nigeria). Cette dépendance à la production pétrolière rend son économie vulnérable à un effondrement de ses cours mondiaux et l'oblige à initier un réel processus de diversification fondé sur ses autres ressources naturelles : gaz (réserves estimées à 300 milliards de $m^3$), diamant (5ème rang mondial en termes de production) et d'abondantes ressources en cuivre, fer, manganèse, uranium, etc.). L'économie est également très dépendante des importations, qui couvrent plus de 80% des biens consommés, financées par le pétrole.

Enfin, l'activité économique, trop centrée sur Luanda qui génère 70% du PIB angolais, a conduit à un déséquilibre du développement territorial et à une saturation de la capitale, congestionnée et victime d'une urbanisation anarchique, avec en filigrane la problématique du décloisonnement des territoires. Le défi majeur du pays est de transformer son économie basée sur la rente en une économie entrepreneuriale. Cela passe par un investissement important dans les infrastructures de base (transports routiers et ferrés, électrification du pays, accès à l'eau, accès aux technologies de communication, centres logistiques, etc.) et dans la formation. L'exécutif tend de plus en plus à favoriser une présence étrangère qui investit dans les grands projets structurants et intégrés qui appellent transferts de technologies et de savoir-faire, au détriment des importations qu'il souhaite contenir pour amorcer son développement industriel.

**Quel est le profil des entreprises françaises implantées en Angola ? Celles du secteur de l'énergie, notamment Total, sont très présentes. Pouvez-vous nous en expliquer la raison ?**

La présence française en Angola se manifeste au travers de quelque 70

filiales, succursales et bureaux de représentation, employant plus de 25 000 salariés. Les entreprises françaises représentent le deuxième plus gros employeur étranger dans le pays, après le Portugal. Mais ces investissements sont à 85% dirigés vers les hydrocarbures. Les relations bilatérales sont historiquement caractérisées par la présence de l'industrie pétrolière française : Total, présent dans le pays depuis 1953, y est aujourd'hui un acteur de référence avec 10 milliards d'euros investis à ce jour dans le pays et un tiers de la production angolaise d'hydrocarbures. Il a contribué à l'implantation d'entreprises françaises partenaires qui, aujourd'hui, ont pour clients la plupart des opérateurs pétroliers installés. La loi sur les changes, mise en œuvre en juillet 2014, en obligeant les opérateurs pétroliers à payer leurs fournisseurs en kwanzas via un compte local, a également favorisé l'implantation de sous-traitants du secteur. Nos sociétés sont également très présentes dans des secteurs importants comme l'eau (Veolia, Degrémont), les services portuaires (CMA-CGM/Delmas, Bolloré, Getma/Necotrans) et l'agro-alimentaire avec le groupe Castel. Cette prépondérance pétrolière se reflète également dans notre balance commerciale avec l'Angola, traditionnellement déficitaire car liée à nos achats d'hydrocarbures, qui représentent chaque année plus de 95 % des importations françaises.

**Quel est le potentiel de l'offre française dans le pays ? Quels conseils donneriez-vous aux entreprises françaises ?**

Dans ce pays où « tout est à construire », la présence de nos entreprises devrait s'étendre à d'autres domaines stratégiques pour faire écho aux défis du gouvernement angolais en matière de diversification. Grâce aux revenus du pétrole, moteur de sa croissance, le pays s'est doté d'un programme annuel d'investissement public ambitieux et d'un Plan National de Développement 2013-2017 qui doivent permettre de valoriser l'expertise française, dans l'énergie, l'environnement, l'aménagement urbain, les transports, les télécommunications comme la santé.

Globalement, si les sociétés françaises ont des compétences à faire valoir, elles doivent aussi compter avec la concurrence non seulement de l'ancienne puissance colonisatrice, le Portugal, mais surtout chinoise (11 milliards de dollars de prêts accordés sous diverses formes) et, dans une moindre mesure, du Brésil. Outre ces partenaires «historiques», le pays est très courtisé par les Américains et les Européens, focalisés sur les mêmes secteurs: transports, énergie, eau, assainissement, construction, santé, agro-industrie, TIC, formation, finance. Il est par conséquent judicieux que notre offre puisse être différenciée et porter sur des thématiques pointues dans lesquelles nous avons une vraie compétence. Je citerais ici par exemple : sécurité des transactions numé-

Les missions dévolues au Service économique de Luanda s'articulent autour de trois axes :

• le suivi de la situation économique et financière avec une attention particulière au risque pays, l'évolution du commerce extérieur et la place qu'y tient la France, la politique d'investissement, l'environnement des affaires, y compris la dimension multilatérale.

• l'appui à l'internationalisation de nos entreprises avec l'identification des secteurs porteurs, le suivi des grands projets structurants, l'accompagnement des entreprises dans leurs litiges, l'identification de financements publics français européens ou multilatéraux, l'organisation de programmes de rendez-vous auprès des institutionnels.

• le service dynamise le réseau des acteurs économiques français en Angola : coordination des actions d'Ubifrance et des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF), animation de la communauté d'affaires française, organisation du volet économique des délégations françaises entrepreneuriales (MEDEF) ou institutionnelles, etc.

©DR

**Luanda s'est développée rapidement.**

## ANGOLA

→ **Vue de Luanda en reconstruction.**

riques, e-santé, e-education, sécurité routière, gestion ferroviaire, services postaux, grande distribution, assainissement, traitement et valorisation des déchets urbains, filière élevage et exploitation forestière, etc.). Il s'agit de favoriser les projets intégrés, y compris dans les provinces (agro-industriel, ville durable, etc.).
On constate l'apparition de groupes industriels en phase de structuration, mais bien introduits dans l'appareil d'Etat. Le développement d'un réseau de contacts est incontournable, dans un État où l'information économique et commerciale est opaque, et où il convient de la qualifier. Un tel contexte exige patience et vigilance.

**L'Angola est un pays émergent. Qu'en est-il des risques pays ?**

La solvabilité de l'Angola est gagée sur le pétrole et sur le lancement en 2013 de la production de gaz naturel liquéfié. D'autres secteurs devraient également être dynamisés, comme la production de diamant et les services (télécommunications, intermédiation financière). Les réserves de change du pays sont stabilisées à un niveau de 30 milliards de dollars, représentant une couverture des importations d'environ 6,5 mois.
Les agences de notation continuent à classer le pays en perspective stable à positive dans leur note souveraine, soulignant les réformes structurelles des derniers mois, en particulier en matière de pilotage de la politique monétaire : décélération depuis plus d'un an de l'inflation qui se stabilise autour de 7-7,5%, et de dé-dollarisation de l'économie (42 % en 2013 contre 59 % en 2009). Si les prévisions de croissance ont été revues une nouvelle fois à la baisse par le FMI pour 2014, (+3,9 % seulement, contre +5,1 % et 8% précédemment projetés), en raison principalement du ralentissement de la production agricole et du fort repli de la production de pétrole au premier semestre 2014, les perspectives restent favorables à moyen terme, soutenues notamment par la hausse attendue de la production pétrolière au cours des prochaines années (plusieurs projets dont celui de Kaombo mené par Total), et aux dépenses publiques engagées.
Dans les faits, on note d'ailleurs peu d'incidents de paiement de la part des opérateurs privés et publics, même si l'administration reconnaît des retards de 3 mois, voire davantage pour la compagnie publique pétrolière Sonangol. Le pays rembourse peu à peu ses arriérés domestiques aux fournisseurs privés qui s'étaient engagés sur des projets publics d'envergure lancés avant 2008. Les derniers règlements sont intervenus en septembre 2013.

**Quel est votre agenda pour les mois à venir ?**

Plusieurs programmes individuels de rendez-vous auprès des institutionnels sont en cours de réalisation et une mission Medef est attendue début novembre 2014 afin de sensibiliser nos grandes entreprises industrielles au potentiel du marché. Dans le cadre de la valorisation des expertises et compétences des entreprises, on peut citer plusieurs visites de décideurs institutionnels angolais en France : pôle de compétitivité TIC Cap Digital en juin, envoi d'une délégation angolaise sur le Sommet de l'Elevage de Clermont-Ferrand début octobre. Une mission dans les provinces a été organisée : Kwanza Sul avec 10 entreprises mi-septembre et à Bengo en novembre. De plus, nous travaillons à un plan d'actions sur des listes d'opportunités que doivent nous remettre les autorités locales dans le cadre du dialogue économique souhaité par les deux Présidents le 29 avril dernier à Paris, et piloté par les ministres Fabius et Chikoti.
Enfin, nous mettons en place les conditions favorables au développement de nos entreprises : veiller à la protection des investissements et sensibiliser l'AFD à un retour progressif sur le marché angolais. ■

# Vins et spiritueux : l'Angola, 3ème marché d'Afrique

**L'Angola est le troisième marché pour les vins et spiritueux en Afrique par sa consommation. Dans ce domaine, les ventes ont augmenté de 46% depuis 2012.**

Le vin représente 30% du marché angolais des boissons alcoolisées, et les spiritueux, 20%. Les importations de vin ont dépassé 120 millions d'euros en 2013 ; la part française a progressé de +56% en 2010/2011 et +30% en 2012/2011. Celles de spiritueux ont atteint 86 millions d'euros en 2012, progressant de 26% depuis la France.
Les vins portugais, sud-africains et espagnols représentent la majorité (80%) de ceux distribués en Angola, mais le marché n'est pas saturé ; les produits français ont très bonne réputation, surtout auprès des classes à fort pouvoir d'achat. Ce dynamisme est soutenu, notamment, par le développement d'une classe moyenne urbaine et jeune, qui avec l'élite angolaise et la forte communauté d'expatriés, consomment du vin et des alcools. Le «made in France» reste un gage de qualité et de savoir-faire. Il est particulièrement apprécié des consommateurs, des importateurs et des distributeurs angolais.

## La France représentée à l'Angola Wine Festival

Le Bureau Ubifrance Angola a organisé du 23 au 25 octobre 2014 des «rencontres d'affaires Vins et Champagnes» à l'occasion du salon Angola Wine Festival. Pour la première fois, ce festival accueillait un Pavillon France, deuxième pays présent, après le Portugal. 8 entreprises françaises (producteurs, négociants...) ont participé à cet événement qui a associé l'ensemble des acteurs locaux de la diplomatie économique : l'Ambassade de France, Ubifrance, le Service Économique, les Conseillers du Commerce Extérieur de la France, les VIE et la communauté d'affaires française implantée localement.
Ces rencontres d'affaires avaient pour objectifs de permettre aux entreprises de comprendre les spécificités du marché angolais (taille du marché, typologie des consommateurs, principaux acteurs et spécificités d'accès au marché...) et de présenter des vins des différentes régions viticoles de France : Bordeaux, Champagne, Beaujolais, Mâconnais, Alsace, Loire, Bourgogne, Franche-Comté, etc. Par ailleurs, les participants venus de l'Hexagone ont pu évaluer les opportunités commerciales, d'investissements ou de coopération à court et moyen termes et rencontrer des partenaires d'affaires potentiels (ou approfondir des contacts déjà établis) aux profils variés : importateurs/distributeurs, investisseurs, clients.
Les spécificités du marché angolais des vins et champagnes ont été présentées aux exportateurs français lors d'une réunion d'information à la Résidence de France, en présence de l'Ambassadeur, Jean-Claude Moyret. Ces informations générales ont été complétées par les témoignages d'un importateur et d'un distributeur de vins en Angola : ces derniers ont partagé leurs expériences et visions du marché, expliqué les procédures d'importation, détaillé l'organisation de la distribution et présenté les profils des différents consommateurs. Les délégués français ont pu rencontrer à l'occasion d'un cocktail, quelques CCEF, directeurs des filiales françaises du secteur et quelques importateurs/distributeurs angolais sélectionnés par Ubifrance.
Au cours des trois jours, les exportateurs français ont exposé et fait déguster leurs produits sur un Pavillon France monté à l'occasion de «l'Angola Wine Festival». Cet événement a accueilli 55 exposants et plus de 3500 visiteurs.

## Des négociations franco-angolaises en cours

En marge du salon, Ubifrance a organisé une dégustation de prestige animée par un sommelier reconnu en Angola, Hilderico Coutinho. Chaque exportateur a pu présenter trois vins au sommelier, accompagné d'une vingtaine d'importateurs et de propriétaires de restaurants.
Enfin, Ubifrance a organisé des visites de points de vente pour permettre aux exportateurs français d'appréhender le niveau de la concurrence, le merchandising et les prix de vente pratiqués. Ont ainsi été visités des magasins spécialisés, des enseignes de grande distribution, grossistes/répartiteurs et importateurs/détaillants.
En moyenne, les entreprises participant à cet événement ont obtenu trois à quatre contacts angolais susceptibles de déboucher sur des courants d'affaires. Certaines ont déjà entamé des négociations avec des acteurs angolais ou reviendront prochainement dans le pays.

©Brian Jackson - Fotolia.com

When I grow up, I will protect everyone.
We believe in tomorrow
Protect, care, guide...
In a life course, there are basic needs, and Saham Group is striving to answer them for nearly 20 years.
Saham Group contributes to its clients' serenity by protecting them, assisting them as well as providing health care services to the most in Africa and the Middle-East.
Our mission is to help in undertaking projects allowing each and every one to be fulfilled.
INSURANCE - ASSISTANCE - HEALTH
www.saham.com
SAHAM
Group

©Felix - Fotolia.com

# Une agriculture en pleine expansion

**Le secteur agricole ayant beaucoup souffert durant la guerre civile en Angola, le gouvernement prévoit d'importants investissements afin de le développer ; il dispose d'un immense potentiel, attractif notamment pour les investisseurs étrangers.**

L'Angola était un des plus grands producteurs agricoles en Afrique dans les années 70 mais la guerre civile de 1975 à 2002 a provoqué un effondrement de la production ; 80% des produits alimentaires consommés sont aujourd'hui importés. Afin de faire face à ces défis, le secteur agricole est en pleine restructuration avec un développement très rapide et représente11% du PIB angolais. Le marché des équipements agricoles dépasse les 130 millions d'euros et augmente en moyenne de 12% par an grâce au développement du secteur privé et de la priorité donnée à la production nationale.

Le pays dispose d'un potentiel immense : sur 58 millions d'hectares de terres arables (3ème en Afrique), seuls 7 millions, soit 12%, sont exploitées. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il se place dans les cinq premiers au plus fort potentiel agricole au monde. Car s'il possède le deuxième réseau fluvial du continent, seules 3,5% des terres arables sont irriguées. Selon Ubifrance, *«les conditions pédoclimatiques sont propices à la production d'une large variété de cultures (maraîchères, vivrières, céréalières, fruitières)»* et le sud-est de l'Angola bénéficie également des plaines favorables à l'élevage.

Afin de diversifier l'économie, encore largement dépendante des hydrocarbures, le gouvernement a mis en place un Plan National de Développement pour 2013/2017 qui prévoit un soutien de 4,64 milliards d'euros à l'agriculture familiale et industrielle. L'objectif pour 2017 est une production annuelle de 2,5 millions de tonnes de céréales et 1 million de tonnes de légumes tout en instaurant une agriculture efficace et compétitive, afin d'accéder à l'autonomie alimentaire pour les produits de base. La Banque de développement d'Angola (BDA) finance à hauteur de 266 millions de dollars plus de 275 projets.

Plus de 2000 coopératives agricoles de production sont présentes et les plus importantes (environ 50), achètent du matériel en direct. Concernant les grands exploitants privés, il ne représentent que 15% des producteurs mais exploitent plus de la moitié des surfaces cultivées. Par ailleurs, les investisseurs étrangers sont moins nombreux que dans certains pays voisins tels que la Zambie. Les besoins du marché sont importants pour tous les types d'équipements agricoles comme les tracteurs, le matériel de récolte, les serres, les appareils élévateurs, les équipements pour le travail au sol, etc.

L'Angola produit notamment du manioc, des céréales, des pommes de terre, du soja, du café, du sucre et du coton et pratique l'élevage de bovins, cochons et volailles. La filière laitière, en pleine restructuration, est un secteur porteur.

Compte tenu de ces atouts, et des besoins du pays, le directeur des opérations de la Banque mondiale en Angola, Gregor Binkert, a annoncé le 26 mai 2014 : *«Nous allons mettre un milliard de dollars à la disposition de l'Angola pour financer le développement des infrastructures et de l'agriculture. Il y a un énorme besoin de financements et le gouvernement dispose d'un programme tout à fait cohérent, qui sera soutenu par la Banque mondiale à travers la Banque internationale pour la reconstruction et le développement».*

ANGOLA

©DR

# **L'Angola,** un marché prometteur pour Louis Dreyfus Commodities

→ Parcelle de démonstration : culture de pomme de terre.

©DR

**Christian LOUVET,** Directeur général de Louis Dreyfus Commodities en Angola

**Louis Dreyfus Commodities est présent en Angola depuis 2009 et s'est imposé sur le marché du commerce des matières premières pour l'agriculture et l'industrie. Fort de cette réussite, le groupe souhaite investir davantage dans le pays.**

©DR

→ Équipe LDC

©DR

→ Parcelle de maïs.

**Louis Dreyfus Commodities est spécialisé dans le négoce de matières premières agricoles. Quelles sont ses activités à l'international et notamment en Afrique ?**

Louis Dreyfus Commodities est une entreprise clef du commerce international de matières premières, présent dans plus de 100 pays, c´est un acteur majeur de la transformation de produits agricoles.

En Afrique, Louis Dreyfus Commodities importe et distribue des matières premières agricoles (riz, sucre, soja etc.), des engrais simples et composés, des produits phytosanitaires, de l´alimentation animale, et des produits chimiques pour divers secteurs industriels.

**Parlez-nous de vos activités en Angola aujourd'hui. Comment se répartissent-elles ?**

Implanté en Angola depuis 2009, Louis Dreyfus Commodities Angola contribue au développement du secteur agricole angolais grâce à l´importation et à la distribution d´engrais simples et composés, de produits phytosanitaires, de semences et d'alimentation animale.

Louis Dreyfus Commodities distribue aussi des produits chimiques pour l´industrie.

En Angola, les produits chimiques que nous commercialisons sont destinés au traitement de l'eau, à l'industrie alimentaire, aux secteurs des détergents et cosmétiques, mais aussi aux secteurs de la peinture du plastique, et à l'industrie minière et pétrolière.

**Quels sont vos points forts par rapport à vos concurrents ?**

Nous avons une marque d'engrais «la Cegonha» (La Cigogne) connue et reconnue sur l'ensemble du territoire angolais ainsi que dans de nombreux pays africains où nous opérons. Afin de soutenir notre développement, nous

travaillons en permanence sur de nouveaux produits et adaptons notre gamme aux besoins du marché angolais.
Dès le démarrage de nos activités, nous avons cherché à être très proches de nos clients, afin de comprendre au mieux leurs besoins et de répondre à leurs attentes avec des produits de qualité à un prix compétitif. Cette relation de proximité avec nos clients fait que nous sommes plus qu´un partenaire commercial pour eux, c'est une vraie relation de confiance qui s'est instaurée entre nous.
Depuis 2009, nous avons pu constituer un important réseau de distribution sur l´ensemble du pays. Cela nous permet de commercialiser nos produits depuis la capitale jusqu´aux zones les plus reculées du territoire. Nous travaillons de ce fait aussi bien avec les grandes exploitations modernes qu´avec les petits agriculteurs.
Enfin, Louis Dreyfus Commodities souhaite investir en Angola. Ainsi nous bénéficions de la dynamique et de l´appui de l´ensemble du Groupe et de ses plateformes pour le développement de nos activités.

**Quelle est votre analyse du marché angolais ? Quelle est votre stratégie en Angola ? Pourquoi ce pays est-il important pour Louis Dreyfus Commodities ?**

L´Angola importe actuellement 80% des produits alimentaires consommés localement. L´année dernière l´exécutif angolais a annoncé une série de mesures visant à améliorer les infrastructures d´irrigation, la création de centres de formation agricole, la création de centres de distribution de produits agricoles ainsi que l'ouverture d´une ligne de crédit de 350 millions de dollars pour les agriculteurs. Le gouvernement angolais s'est fixé un objectif pour 2017 : augmenter significativement la production nationale et diminuer le poids des importations.
Dans ce contexte, nous souhaitons poursuivre le développement de nos activités car le secteur agricole a encore un important potentiel de croissance et de modernisation.
Le développement de la transformation locale de matières premières agricoles est aussi un important secteur d´activité pour le Groupe. Aussi, nous restons attentifs aux opportunités d´investissement qui se présentent afin de contribuer au développement du secteur agricole et agro-industriel angolais.

**Quels sont vos projets futurs en Angola ?**

Pour soutenir nos activités, nous construisons actuellement une base logistique dans la province de Benguela. Cette base regroupera des bureaux, des magasins de stockage ainsi qu´un centre de démonstration agricole.
En fonction des besoins identifiés, nos prochains investissements pourraient porter sur la production ou la transformation de matières premières agricoles afin de contribuer au développement du secteur agro-industriel local.

©DR

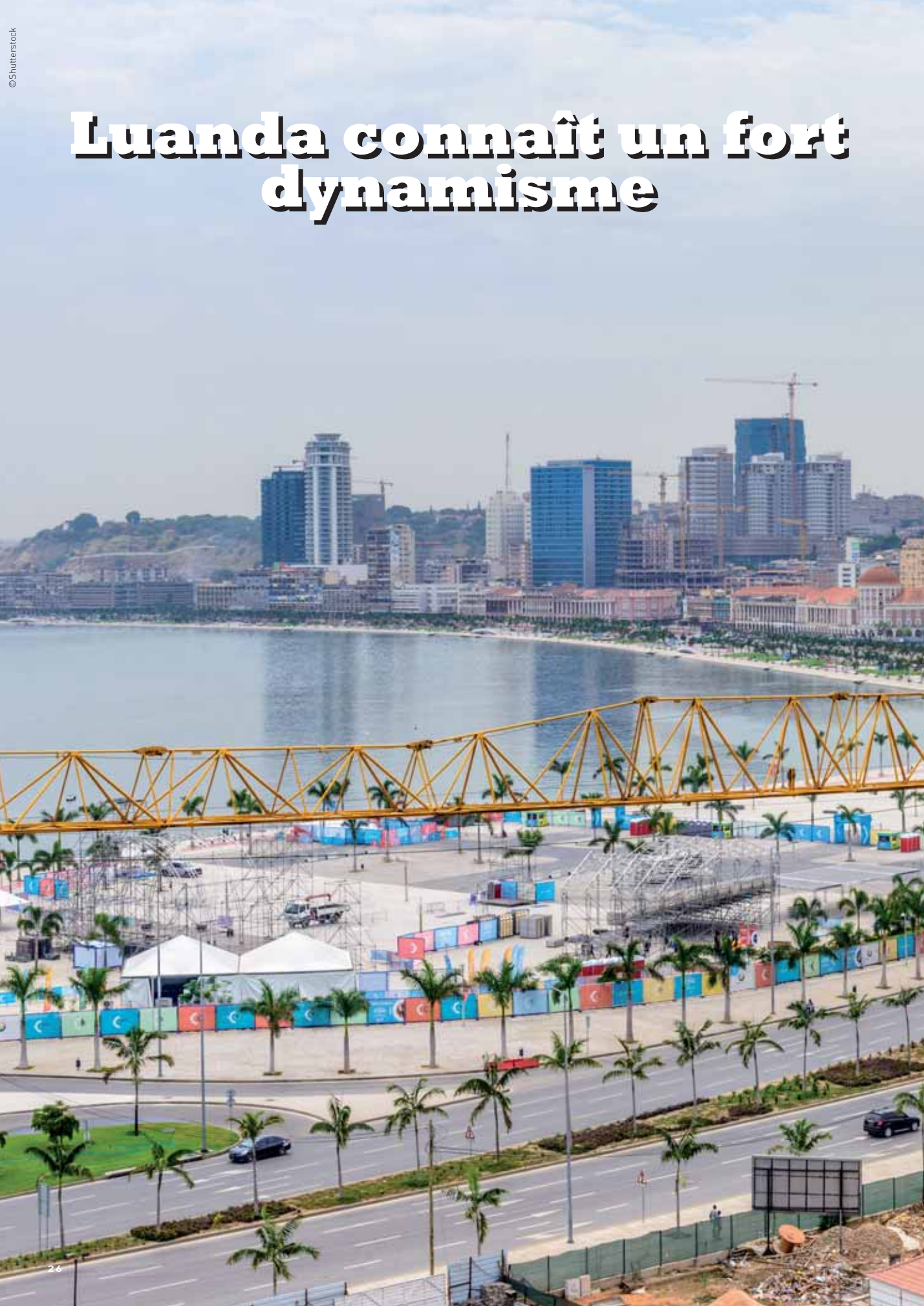
→ **Atelier de formation : culture du maïs.**

©DR

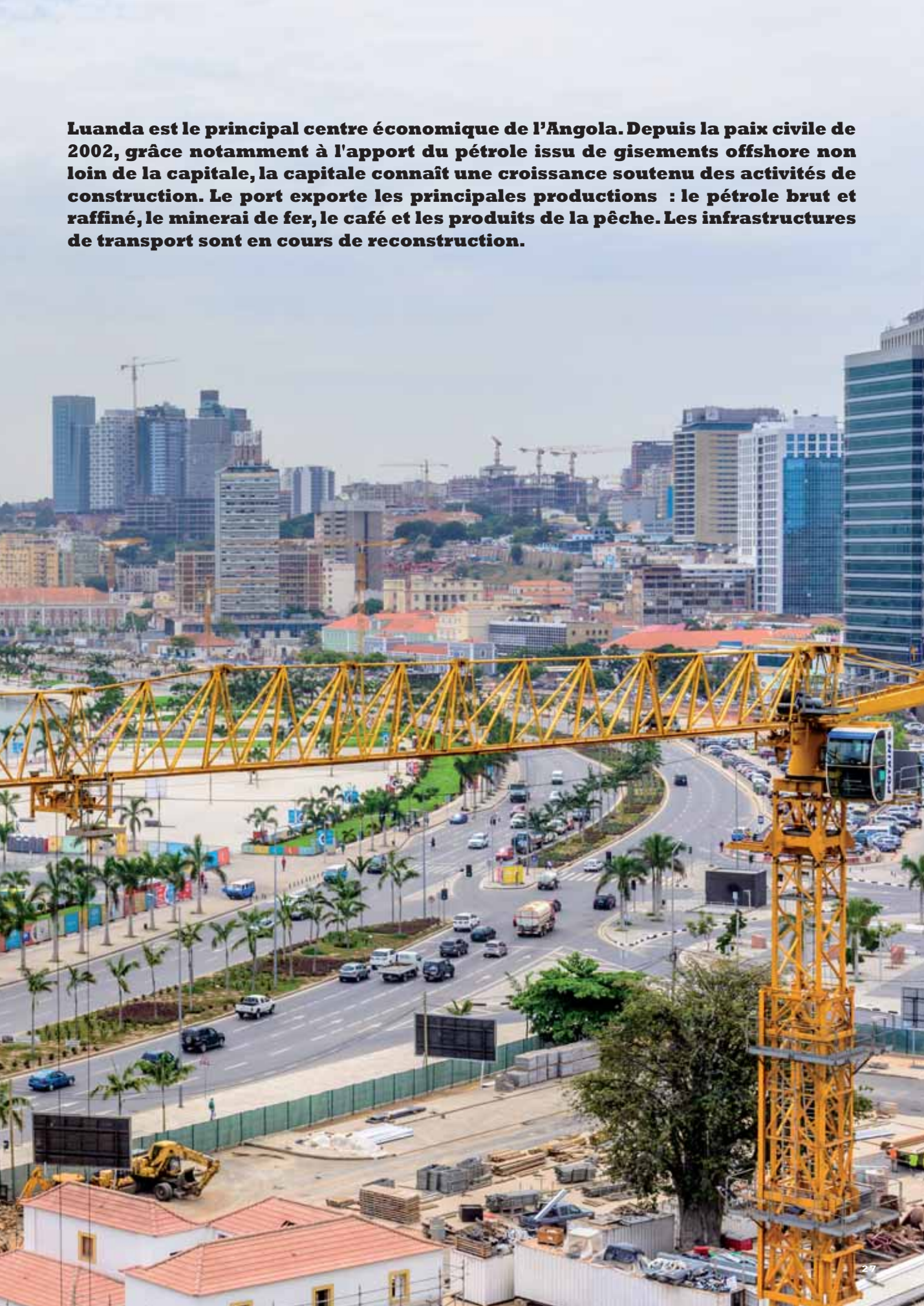
→ **Membre de l´équipe commerciale.**

©Shutterstock

# Luanda connaît un fort dynamisme



**Luanda est le principal centre économique de l'Angola. Depuis la paix civile de 2002, grâce notamment à l'apport du pétrole issu de gisements offshore non loin de la capitale, la capitale connaît une croissance soutenu des activités de construction. Le port exporte les principales productions : le pétrole brut et raffiné, le minerai de fer, le café et les produits de la pêche. Les infrastructures de transport sont en cours de reconstruction.**



©Angola Image Bank

ANGOLA

# L'Angola : Futur «Dubaï de l'Afrique»

©DR

**Xavier CHATTE-RUOLS,** Directeur d'UBIFRANCE au Bureau de Luanda

**L'Angola, qui a connu vingt-sept années de guerre, se reconstruit et se modernise. Depuis 2002, son PIB a été multiplié par dix et c'est aujourd'hui une des croissances africaines des plus dynamiques. Xavier Chatte-Ruols, Directeur d'Ubifrance au Bureau de Luanda, nous en fait découvrir les opportunités.**

**En quoi l'économie angolaise est-elle en voie de diversification et pourquoi le moment est-il propice pour prendre position sur ce marché ?**

L'Angola est aujourd'hui considérée comme un «petit émergent» avec une croissance de 8,8% prévue en 2014. 45% de son PIB est assuré par la manne pétrolière. Avec une production estimée à 1,7 million de barils par jour, l'Angola se classe comme le 2ème pays pétrolier d'Afrique, et le 16ème pays producteur au niveau mondial. Les hydrocarbures représentent 90% de ses exportations ; en revanche, le pays importe plus de 80% des produits de consommation courante. Face à un taux de chômage de plus de 40%, et pour favoriser le développement d'une industrie locale, le Gouvernement angolais a élaboré un Plan National de Développement sur la période 2013 à 2017 : 390 projets structurants ont ainsi été lancés, notamment dans les secteurs de l'énergie, l'eau, les transports, l'agriculture et la santé, pour diversifier l'économie et créer de l'emploi. Une enveloppe budgétaire de près de 46 milliards d'euros a ainsi été votée dans le cadre de ce plan pour concrétiser des grands projets de construction et de modernisation. C'est le bon moment pour les entreprises françaises de se positionner sur ce marché qui commence à se structurer et dont la taille ne cessera d'augmenter : avec une population de 20 millions d'habitants, dont 5 à 10% formant la classe moyenne et supérieure, friande de voyages et de marques françaises, il devrait doubler d'ici 2045. Les entreprises qui font le choix de se développer en Angola dégagent des marges élevées. Selon le World Economic Report 2013, l'Angola est le pays où les retours sur investissements sont les plus élevés au monde ! Mis à part certains secteurs d'activité comme le BTP, le marché est relativement peu concurrentiel par rapport à des marchés plus matures. Selon de nombreux économistes, l'Angola serait demain le Dubaï de l'Afrique. C'est par conséquent aujourd'hui qu'il faut y prendre pied. Mais, l'accès à ce marché reste compliqué supposant une prospection longue et coûteuse.

**Quel rôle vous est-il imparti en Angola ?**

La valeur ajoutée d'Ubifrance, c'est d'être présent sur le terrain en exerçant ses trois métiers.

D'abord, nous informons les entreprises sur les particularités du marché angolais : organisation de la distribution, modes de consommation, état de la concurrence, réglementations en vigueur, pratiques commerciales et tout autre élément de marché important à connaître pour envisager une démarche d'export ou d'implantation.

Ensuite, nous assurons une mission de conseil : en fonction du projet et du produit ou service de l'entreprise, nous livrons des recommandations afin d'optimiser les chances de réussite : nous bâtissons ensemble un plan d'action et une stratégie export personnalisée et adaptée au marché angolais.

Enfin, l'accompagnement sur le terrain : nous organisons des programmes de rendez-vous clés en main ou des évènements commerciaux permettant à des exportateurs français de rencontrer plusieurs partenaires potentiels sélectionnés selon des critères prédéfinis.

A l'issue de ces rencontres en Angola, nous appuyons les entreprises françaises dans leur suivi de mission, une étape essentielle pour maintenir l'intérêt des opérateurs angolais ou obtenir des informations complémentaires nécessaire à la sélection du meilleur partenaire.

Nous accompagnons ainsi cinquante entreprises par an sur des projets d'export, voire d'implantation, en lien avec la bpifrance qui accorde des prêts de développement pour de tels projets.

Il faut en effet avoir les moyens financiers de son ambition, compte tenu de l'importance du ticket d'entrée, de l'ordre de 1 million de dollars pour créer une filiale autorisée à rapatrier les bénéfices en France. Mais les entreprises qui font le choix de l'Angola citent souvent ce marché comme l'un des plus profitables d'Afrique ! Ainsi, en 2012, 61% des entreprises que nous y avons accompagné ont transformé des courants d'affaires (enquête IPSOS).

**Quels sont les secteurs les plus accessibles ?**

Le premier en termes de débouchés économiques est le secteur des hydrocarbures. Il s'agit à 95% d'une production offshore, organisée autour de 40 blocs découpés par le ministère du Pétrole et attribués par appels d'offres internationaux[1]. Il convient de considérer aussi la présence de nombreuses entreprises parapétrolières et prestataires de services.

Cette manne pétrolière assure 70% des recettes fiscales du pays et permet de financer les grands projets économiques du pays. La production devrait continuer d'augmenter selon le ministère du Pétrole, passant de 1,7 millions à 2 millions de barils/jour d'ici fin 2014. Mais, surtout, dix nouveaux blocs devraient

## ANGOLA

être attribués on shore, ce qui permettra, dans quelques années, de nouvelles extractions sur le territoire. Sans oublier la montée en puissance de l'exploitation du gaz naturel liquéfié, l'Angola étant déjà le 2ème pays producteur d'Afrique. Dans son ensemble, le secteur des hydrocarbures offre de belles opportunités d'affaires pour nos équipementiers et prestataires de services français [2].
Vient ensuite le secteur minier, 2ème industrie du pays. L'Angola, 5ème producteur de diamants au monde (soit 13 millions de carats par an), possède l'un des plus grands gisements de minerais d'Afrique australe, encore peu exploité (granites, gypse, marbre, or, cuivre, fer manganèse, plomb, mica, nickel, phosphate, quartz, argent, uranium, vanadium, tungstène, titane, chrome, béryl, kaolin, zinc...). Là aussi, de belles opportunités sont à saisir pour les équipementiers français, même si les Sud-Africains sont déjà présents.
L'agriculture constitue un secteur en devenir, l'Angola étant selon la FAO le 5ème pays au plus fort potentiel de développement agricole au monde. Des campagnes de déminage importantes ont permis de reconquérir une grande partie de ses terres arables qui bénéficient d'un climat très favorable à la production. Le Gouvernement souhaite gagner en autosuffisance alimentaire, encourage le développement de la production agricole et de la transformation agroalimentaire. Les entreprises françaises y ont une belle carte à jouer en termes de machinisme agricole, d'intrants et de matières premières, d'équipements agroalimentaires mais aussi de formations. 2ème puissance agroalimentaire au monde, la France peut apporter son excellent savoir-faire sur les projets en cours, dans l'industrie laitière notamment.
Autre secteur porteur en Angola : la santé. Il n'existe quasiment aucune production locale. Le pays importe l'essentiel des produits pharmaceutiques, équipements et dispositifs médicaux qui sont utilisés et distribués. Coexistent un secteur public, qui s'est vu attribuer une enveloppe de 470 millions d'euros pour investir dans la construction et la modernisation de ses hôpitaux, et un secteur privé qui, déjà bien équipé, poursuit ses investissements dans des équipement toujours plus innovants au profit de la classe moyenne, de l'élite et des salariés de certaines sociétés angolaises, qui bénéficient d'une couverture de santé.
L'énergie reste un des secteurs les plus porteurs : seulement le tiers de la population a accès à l'électricité, 90% des entreprises situées hors de la capitale recourant encore à un générateur électrique. Les capacités de production ne couvrent pas les besoins nationaux. Pour combler ce déficit énergétique, le Gouvernement a débloqué une enveloppe de 35 milliards de dollars pour construire et améliorer les infrastructures de production, le transport et la distribution de l'électricité sur l'ensemble du territoire. Des contrats importants seront attribués. Nos grands groupes français, ETI et PME dont l'expertise et le savoir-faire sont reconnus, peuvent tirer leur épingle du jeu ! Tel pourrait également être le cas sur le secteur de l'eau, le Plan National de Développement prévu de débloquer 6 milliards de dollars à la construction ou la modernisation de stations de traitement et des réseaux de distribution. Le Gouvernement ambitionne de donner accès à l'eau à toute la population et de contrer les

coupures d'eau extrêmement fréquentes dans la capitale, du fait de l'obsolescence de l'infrastructure datant de la colonisation portugaise.
Enfin, les biens de consommation alimentaires et non alimentaires constituent des niches intéressantes par leurs niveaux de marge, que ce soit dans le cosmétique, le prêt-à-porter ou les produits de décoration et ustensiles de cuisine, sur des positionnement moyen et haut de gamme. Le «made in France" est apprécié, la France véhiculant une image de qualité et de luxe qui peut véhiculer l'accès à un certain statut social..

### Comment analyser les réseaux de distribution ?

Il existe deux types de réseaux : d'un côté, la distribution informelle, 80% des produits alimentaires de base, type manioc, poisson, fruits, légumes et farine, sont ainsi distribués sur les marchés ou dans les rues ; de l'autre, les réseaux formels, la grande distribution, les enseignes généralistes et spécialisées mais aussi les grossistes détaillants et les petites épiceries de quartiers. Reste que la tendance est au développement des centres commerciaux, une dizaine sont en construction, rien qu'à Luanda.
Ubifrance peut conseiller les entreprises françaises, notamment dans le choix d'un partenaire local, pour vendre les produits aux centrales d'achat angolaises.
En juin 2013, nous avons organisé à Paris un atelier d'information ; l'occasion d'accueillir une soixantaine d'entreprises. Fin novembre, nous avons réalisé à Luanda un forum d'affaires de 3 jours pour 22 entreprises françaises souhaitant identifier des partenaires locaux. L'évènement a été organisé avec le soutien des Conseillers du Commerce Extérieur de la France, des filiales françaises implantées localement (en particulier Total, Air France, Bolloré, Ponticelli, SDV et Bureau Veritas), les services de l'Ambassade et plusieurs CCI en France. A cela, s'ajoutent les opérations sectorielles que nous organisons régulièrement : la santé sera à l'honneur en juin 2014, suivie d'un évènement sur les vins et spiritueux en octobre et enfin, des rencontres acheteurs dans les hydrocarbures en novembre. Et, tout au long de l'année, nous organisons une quarantaine de missions individuelles pour des entreprises qui nous sollicitent sur des projets particuliers : nous leur apportons les informations, conseils, et contacts pour maximiser leur chance de réussite, et essayons au mieux de faciliter leurs démarches logistiques pour se rendre en Angola et conquérir les parts de marché !

1 Toutes les «majors» sont présentes en Angola, et en particulier le groupe français Total, implanté depuis 60 ans, qui assure 36% de la production angolaise.

2 Une nouvelle loi angolaise, entrée en application en juin 2013, oblige désormais à «dédollariser» le secteur ; toute transaction en lien avec le secteur pétrolier devant désormais être menée dans la monnaie locale, il est devenu nécessaire de créer une filiale ad hoc ou de prendre un partenaire local, ce que choisissent la plupart des PME.

ANGOLA

©DR

# France-Angola, des relations au fort potentiel

**L'Angola est le troisième fournisseur de la France en Afrique sub-saharienne, le pétrole constituant sa principale ressource.**

## Deuxième producteur africain de pétrole

Deuxième PIB d'Afrique australe après l'Afrique du Sud, l'Angola est lusophone suite à la colonisation portugaise. Le pays a connu 27 années de guerre civile, à la suite de laquelle un accord de cessez-le-feu a été signé le 4 avril 2002. Ayant une population de 20,8 millions d'habitants, son économie repose principalement sur les ressources naturelles en particulier le pétrole qui représente 40% du PIB et 70% des recettes fiscales. Il s'agit du deuxième producteur africain de pétrole après le Nigéria, avec une production moyenne de 1,8 million de barils par jour en 2012 qui devrait atteindre 2 millions en 2015/2016 selon le plan national de développement des autorités. Les autres ressources naturelles sont le gaz, avec des réserves estimées à 300 milliards de $m^3$ et des gisements miniers (fer, cuivre, uranium etc.). L'Etat angolais est également le 5ème producteur mondial de diamants.

La crise économique mondiale de 2008 a provoqué une chute des cours du pétrole. Le programme de stabilisation macroéconomique du FMI a conduit à une consolidation de la croissance qui s'élevait à 4,1% en 2013 et devrait s'établir à 5,3% en 2014. L'inflation a également été maîtrisée (8,8% en 2013) et la monnaie nationale, le kwanza, s'est stabilisée par rapport au dollar.

Le pays souhaite diversifier ses activités économiques. Il a présidé la Commission du Golfe de Guinée de 2008 à 2013 et appartient à la Conférence internationale pour la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs ainsi qu'à la Communauté de développement d'Afrique australe. Entretenant des liens étroits avec le Brésil et le Portugal, il fait partie de la Communauté des pays de langue portugaise. Plus de la moitié de sa production de pétrole est destinée aux Etats-Unis. L'Angola est aussi un allié stratégique de la Russie, notamment dans le domaine de la défense.

## Troisième fournisseur de la France en Afrique subsaharienne

En 2013, l'Angola était notre 3ème fournisseur en Afrique subsaharienne, derrière le Nigéria et la Guinée Equatoriale et notre 14ème pourvoyeur d'hydrocarbures. Le pétrole représente 99% des importations françaises (923, 1 million d'euros), soit une baisse de 1,1% par rapport à 2012.

Les exportations hexagonales représentent 461,2 millions d'euros (-15, 2% par rapport à 2012). L'industrie agroalimentaire, en représente près du quart, en hausse de 5,8%. Nos exportations de parfums et cosmétiques ont augmenté de 14, 7% à 40,8 millions d'euros, celles de produits pharmaceutiques, de 70,9% (6, 4 millions d'euros). En revanche, les ventes d'équipements mécaniques, matériels électriques, électronique et informatique, premier poste d'exportation, ont chuté de 20,1%.

Le stock d'investissements français en Angola en 2012, à 95% dans les industries extractives, représentait 6,7 milliards d'euros, (+11,4%), soit le tiers de nos investissements en Afrique subsaharienne. De plus, ces flux ont augmenté de 9% à 709 millions d'euros.

70 sociétés françaises sont implantées dans le pays, en majorité dans le domaine pétrolier et parapétrolier : premier opérateur du pays avec le tiers de la production pétrolière nationale, Total a inauguré la plateforme CLOV au large des côtes angolaises.

## Des relations bilatérales dynamiques

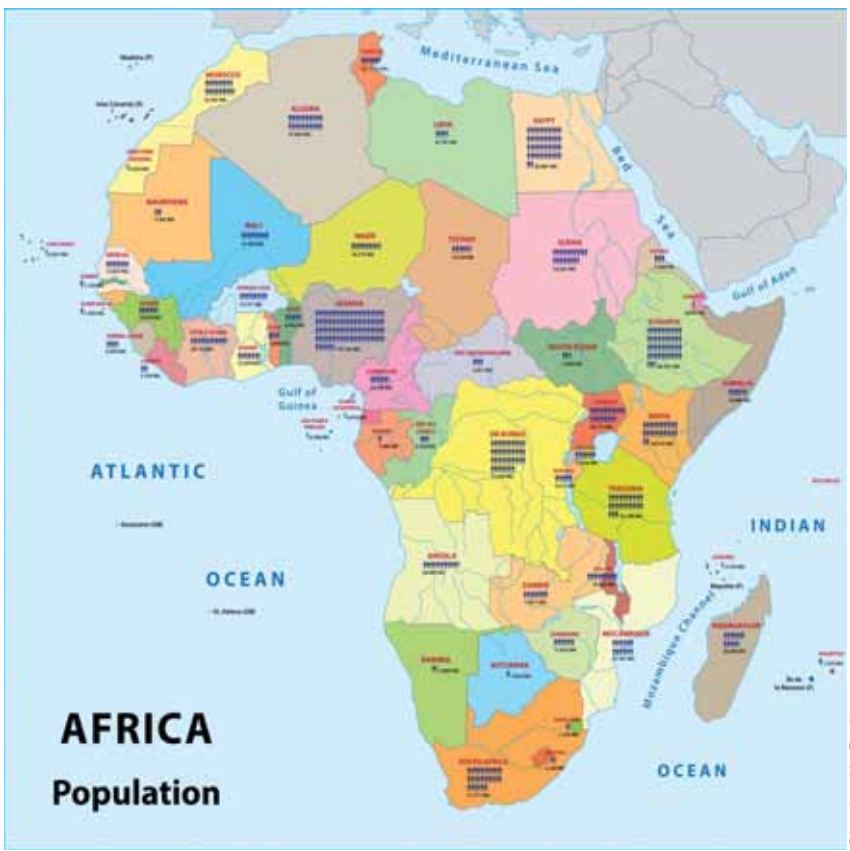
L'Angola entretient des liens bilatéraux avec la France depuis l'indépendance en 1975. Les signes de ce rapprochement sont nombreux. Nicolas Sarkozy, alors Président de la

République, y a effectué une visite le 23 mai 2008. Le premier Forum des affaires franco-angolais s'est tenu dans la capitale Luanda du 26 au 28 mai 2009 en présence d'Anne-Marie Idrac, ancienne secrétaire d'Etat au Commerce extérieur. Fatima Monteiro Jardim, ministre angolaise de l'environnement a visité le 6ème forum de l'eau à Marseille en mars 2012.

Plus récemment, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères s'y est rendu le 31 octobre 2013, afin d'y aborder des dossiers liés au maintien de la paix, au développement durable et des questions économiques. Il était accompagné de dirigeants d'entreprises dans le cadre de la diversification économique angolaise. Il s'est exprimé ainsi à l'occasion d'un Forum d'affaires du 29 avril 2014 auquel a assisté José Eduardo Dos Santos, président de l'Angola : *«Nous avons sur le plan diplomatique qui est le mien, énormément de champs de convergence. Nous apprécions beaucoup ce que vous faites en Afrique et dans le reste du monde. Je veux rendre hommage en particulier à votre action très efficace pour résoudre les conflits, non seulement dans les Grands Lacs mais en République centrafricaine, au Mali et dans d'autres régions. Sur le plan politique, nos approches sont donc convergentes et vous êtes d'une grande aide pour trouver une solution aux conflits. Votre sagesse est efficace et reconnue.»*

©DR

L'Angola compte trois Alliances françaises autonomes, situées à Luanda, Cabinda et Lubango, ayant bénéficié d'investissements pour les bâtiments, la formation d'enseignants, le matériel informatique et l'accueil du public. Le lycée français Alioune Blondin Beye de la capitale accueille plus de 800 élèves français et angolais. Enfin, un projet d'appui à la structuration et à la création des formations technologiques dans l'enseignement supérieur public angolais, à hauteur d'1,7 millions d'euros, a conduit à la création d'un Institut supérieur de technologie alimentaire à Malanje.




©Lesniewski - Fotolia.com

→ **L'Angola est le 3ème fournisseur de la France en Afrique sub-saharienne.**

**L'eau et l'électricité, domaines stratégiques pour l'Angola**

La problématique de l'eau est cruciale en Angola depuis la fin de la guerre civile. Luanda regroupe un tiers de la population du pays et a connu une croissance démographique importante mais seulement 40% de ses habitants ont accès à l'eau. Les projets d'investissement ont pour but de doubler la capacité de production de la ville et concernent la réhabilitation d'usines de production et la création de deux stations de traitement de l'eau potable.

Le pays dispose d'un important potentiel hydroélectrique (71% de la production d'électricité). La plupart des installations électriques proviennent de la colonisation portugaise et ont été détériorées durant la guerre civile ou ont connu des problèmes de maintenance. 32% des Angolais avaient accès à l'électricité en 2011, soit moins du tiers de la population. Le réseau subit de nombreuses pannes et une distribution fluctuante, principalement au sein de la capitale. Or, cette situation impacte la productivité des entreprises. En dehors de Luanda, elles sont 90% à utiliser un générateur personnel. A l'instar de l'eau, l'électricité est une priorité du gouvernement qui a annoncé 17 milliards de dollars d'investissements afin d'accroitre la capacité de production et de transport. De plus, 12 milliards sont prévus pour l'approvisionnement du milieu rural et les mini-hydriques. La construction de centrales thermiques à gaz et de barrages électriques est prévue.

photos © Thinkstock

# L'ART ET LA MANIÈRE DE MARIER LES EXPERTISES

Choisir Mazars, c'est privilégier l'excellence d'un partenaire qui vous accompagne à chaque étape de votre développement.

C'est aussi la garantie d'un engagement de chaque instant, d'une écoute et d'une compréhension fine de vos enjeux.

Mazars à vos côtés, ce sont des équipes animées par une même exigence de qualité et de résultat partout dans le monde qui conjuguent leurs expertises en audit, consulting, fiscalité, solutions comptables opérationnelles, conseil en finance et transactions. Mazars, c'est l'art et la manière d'optimiser vos performances en conjuguant expertise et proximité.

Mazars est un groupe international d'audit, de conseil, d'expertise comptable et de services fiscaux et juridiques qui fédère les compétences de 13 800 professionnels dans 72 pays.

L'offre conseil de Mazars reflète l'ambition pluridisciplinaire du Groupe : faire bénéficier ses clients - grandes sociétés internationales, PME et organismes publics - de solutions globales et sur mesure qui les aident à mettre en œuvre une dynamique de croissance durable.

www.mazars.com - www.mazars.fr

ANGOLA

# « Nous voulons doubler notre chiffre d'affaires d'ici 2016… »

©DR

**Dominique PIRES,** Directeur commercial et consultant en charge des projets d'investissement de Mazars en Angola, sous couvert de

**Jacques DOS SANTOS,** associé pays du groupe

©DR

**Spécialiste de l'audit, de l'expertise comptable, de la fiscalité et du conseil aux entreprises, le groupe Mazars est déjà implanté dans 18 pays d'Afrique dont l'Angola, depuis 2010. Très bon connaisseur de l'économie locale, il peut bénéficier des compétences spécifiques existantes dans le réseau mondial du groupe, ce qui lui permet d'anticiper une forte croissance de ses activités dans les années à venir.**

**Pouvez-vous en premier lieu nous rappeler quels sont, d'une part, votre cœur de métier, et d'autre part, les principales valeurs portées par le groupe Mazars ?**

Mazars Angola intervient dans les métiers de l'audit, l'expertise comptable, la fiscalité et le conseil aux entreprises, en vue notamment de l'élaboration et du suivi de projets d'investissements privés.

Mazars est un cabinet intégré présent sur les cinq continents qui doit son développement à l'esprit entrepreneur de ses associés et cadres, à son indépendance, à sa capacité de mobiliser des compétences et des ressources dans le monde entier. L'ADN de Mazars allie les caractéristiques de ses origines latines, empreintes d'humanisme et de cordialité, à la rigueur des process, à la transparence et au respect des règles les plus strictes qui régissent nos métiers.

Bien qu'en pleine évolution et mutation règlementaire, l'Angola d'aujourd'hui exige des compétences et des qualifications techniques de haut niveau dans les métiers du chiffre et du droit, contexte qui s'inscrit parfaitement dans nos valeurs de base et notre stratégie de développement.

©DR

→ Les chutes de Kalandula (province de Malange).

**Quelle est votre stratégie de développement en Afrique ?**

L'Afrique, ce sont 54 pays, une population de 1,1 milliard d'habitants et qui, dans l'ensemble enregistre des taux de croissance de 2,4 % par an. C'est un continent riche possédant des ressources énergétiques et agricoles très importantes et le plus souvent inexploitées. Si l'on ajoute 20 % de croissance des IDE depuis 2007 et le triplement de la taille de l'économie africaine depuis 2000, notamment grâce à l'Afrique subsaharienne et sept pays parmi les dix économies à plus forte croissance du monde, Mazars se devait naturellement de couvrir le continent, couverture qui se décline à partir du dispositif actuel à savoir des implantations directes dans 18 pays (dont l'Angola) qui coordonnent 32 pays et par le biais de correspondants soigneusement choisis et contrôlés techniquement dans trois pays.

Le pays qui en coordonne un autre a pour rôle : de permettre le développement de Mazars et de son image

sur le plan local ; de connaître les particularités du pays en matière de contexte politique, règlementaire et de risque ; enfin, de savoir de quelle manière nous intervenons dans ce pays, soit avec des équipes Mazars venant d'un ou d'autres pays, soit avec nos équipes et un cabinet local avec lequel nous entretenons des relations professionnelles, ces missions étant toujours supervisées par Mazars.

**Ceci étant, quelle est la vision stratégique de Mazars en Afrique ?**

Nos objectifs sont les suivants :

- Etre le premier cabinet d'audit et de conseil en Afrique francophone ;
- Figurer parmi les cinq premiers cabinets d'audit et de Conseil en Afrique anglophone et lusophone, avec des références significatives en PIE ;
- Passer d'une implantation actuelle dans 18 pays à environ 25 dans les cinq années à venir ;
- Disposer d'une offre de services structurée d'une manière transversale, pour capitaliser sur les expertises acquises dans certains pays, y compris ceux situés en dehors de l'Afrique (France, UK, USA, Brésil, Portugal notamment) pour capter les opportunités de développement ;
- Avoir une présence significative et crédible dans les lignes de métier suivantes tout en offrant une qualité homogène et alignée sur les standards Mazars : audit, *advisory, tax,* audit IT (aide à l'audit) et accompagnement ;
- Structurer des offres de services performants d'une manière transversale en audit IT, *tax* et actuariat ;
- Concevoir des dispositifs performants d'une manière transversale notamment en ressources humaines (y compris la formation) et communication/veille ;
- Doubler notre chiffre d'affaires actuel dans les cinq années à venir.

Nous nous devons de tenir compte du fait que certains pays parmi les plus importants ne sont pas encore stabilisés politiquement et pas toujours sécurisés (Mali, Centrafrique, Nord-Cameroun, RDC, Nigéria, Niger, Rwanda, Soudan, Kenya, Lybie, Egypte, Tunisie et encore récemment la Côte d'Ivoire). Malgré ces situations particulières et pour mémoire, Mazars est implanté directement et durablement au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Tunisie et en Egypte.

Conscients du besoin incontournable de se déployer en Afrique, le groupe Mazars mène une réflexion constructive et fructueuse sur les conditions de réussite de son « projet Afrique » qui passe obligatoirement par l'adhésion des organes de gouvernance du groupe ; par le respect de sa charte associative et par l'adhésion des *managing partners* des principaux pays.

Mazars, ce sont surtout des hommes et des femmes et la politique de ressources humaines, au cœur de la réflexion, doit être ambitieuse y compris sur les aspects formation.

A n'en pas douter, la réussite de ce projet repose en grande partie sur les investissements à faire dans les ressources humaines actuelles et futures permettant de renforcer nos capacités.

Des mécanismes d'accompagnement spécifiques sont mis en place, consistant à identifier, au sein des bureaux actuels de Mazars (notamment en France, UK, Portugal) les personnes d'origine africaine ou intéressées par l'Afrique souhaitant bénéficier d'une mobilité de moyenne ou longue durée dans les pays africains à fort potentiel dont l'Angola fait partie, incluant leur motivation et le suivi rapproché de leur trajectoire de carrière.

L'implication forte des RH France/UK/Portugal est indispensable pour identifier les Africains souhaitant revenir dans leurs pays d'origine au sein d'une organisation internationale.

Au-delà de cet aspect de la plus haute importance, l'autre facteur clé de la réussite du «Projet Afrique» de Mazars repose sur le principe d'un accompagnement du groupe pour la mobilisation des financements, les investissements prioritaires à financer concernant l'extension de notre couverture géographique, le renforcement de certains pays, l'embauche de certain profils techniques et managériaux et le lancement de nouvelles offres.

**Sur quels atouts s'appuie votre présence en Angola ?**

Nous pouvons décliner nos atouts en partant de notre connaissance du terrain, de notre système de coordination lié au dispositif mis en place qui laisse une place forte aux aspects culturels et linguistiques - Mazars Portugal étant le support initial de l'Angola – de nos racines latines et de nos compétences/expertises dans plusieurs secteurs clés de l'économie angolaise.

©DR

→ **Fraises de Lubango.**

Auditant les comptes de filiales de sociétés portugaises et françaises implantées en Angola depuis 1995, le groupe Mazars s'y est naturellement installé sous la forme d'une société anonyme en 2010. Cette dernière dispose d'un partenaire local dûment agréé par les autorités nationales. En Angola, comme dans n'importe quel autre pays, Mazars peut bénéficier des compétences spécifiques existantes dans le réseau mondial du groupe. Le travail en réseau est un atout majeur, en particulier pour les secteurs pétrolier, parapétrolier, banques et assurances, transport et logistique, l'énergie au sens large et le BTP. La présence d'auditeurs, de fiscalistes ou d'experts comptables étrangers en Angola constitue un plus pour la formation sur site de nos cadres angolais.

Grâce à sa longue expérience de travaux réalisés en Angola, son réseau de contacts locaux dans les secteurs privé et public, Mazars maîtrise l'environnement des affaires du pays, ce qui lui permet de guider à bon escient les sociétés étrangères souhaitant s'y implanter et d'éviter un certain nombre d'écueils, en amont d'un projet d'investissement, notamment en matière d'impôts, le dispositif fiscal angolais ayant ses particularités et de fortes incidences dans les relations intragroupe.

L'ADN français de Mazars est également un atout, la France étant toujours l'un des tous premiers pourvoyeurs d'IDE en Angola. Les responsables d'entreprise méconnaissant l'Angola peuvent s'appuyer sur une communauté d'affaires française ayant des racines solides dans le pays.

©DR

→ **La route de la Serra da Leba (Province de Huila au sud).**

### Quels y sont les secteurs d'activité les plus porteurs ?

Le pétrole est encore le principal moteur de l'économie angolaise. Néanmoins, l'entrée en vigueur en mars 2014 d'un nouveau barème douanier, fixant des droits de douanes particulièrement élevés, devrait permettre à l'industrie nationale de se développer, pour peu que celle-ci puisse avoir accès à l'eau et à l'électricité. Du moins, c'est l'effet escompté par les autorités angolaises. Les entreprises du BTP restent dynamiques, le programme d'investissements publics en infrastructures ayant été relancé. La production et le transport d'énergie et son exportation vers des pays de la SADC sera, à notre avis, un secteur hautement porteur dans les prochaines années ainsi que l'agriculture et l'agro-alimentaire.

### Pour conclure, pouvez-vous nous faire part de vos priorités et projets dans la région ?

Nos priorités sont celles définies par le groupe Mazars et qui vont dans le sens de la consolidation, du renforcement, et du déploiement du dispositif Afrique en place où Mazars Angola doit avoir un rôle stratégique de choix. Au niveau interne angolais, consolider notre présence en fixant des cadres et des équipes mixtes et pluridisciplinaires est un enjeu fondamental.

Doubler notre chiffre d'affaires d'ici 2016 est un objectif ambitieux mais réalisable qui ne pourra se faire que par le biais de la saisie d'opportunités et la mobilisation des compétences du groupe.

Les tendances à la normalisation des règles comptables, notamment dans le secteur banque/assurances (IFRS), les flux d'investissements étrangers, l'élaboration et l'accompagnement des dossiers auprès de l'ANIP, l'extension des besoins/obligation de certification légale des comptes, les réformes fiscales en cours et les contrôles de plus en plus fréquents qui en découlent sont autant d'opportunités de services pour Mazars Angola.

Au niveau continental et régional, Mazars Angola devra coordonner le déploiement du groupe dans les pays lusophones en particulier au Mozambique et jouer un rôle moteur en Afrique Australe en étroite collaboration avec Mazars Afrique du Sud, la plus importante implantation de Mazars dans le continent. ■

***Mazars & Associados, SROC, SA***
*Jacques dos Santos, partner*
*Rua Tomas da Fonseca - Torres de Lisboa, Torre G, 5° Andar*
*1600-209 Lisbao - Tél. : +351 21 721 01 80 - Fax : +351 21 726 79 61*
*E-mail : jacquesdossantos@mazars.pt*

***Mazars Angola - Auditores & Consultores, SA***
*Dominique Pires, Business Development Manager*
*Rua Dr. Agostinho Tomé das Neves, n° 21*
*Bairro de Alvalade - Municipio da Maianga*
*Luanda/Angola*
*E-mail : dpires@mazars.co.ao*

ANGOLA

©Angola Image Bank

# L'Angola, terre de richesses naturelles

**L'Angola, forte de ses 20 millions d'habitants, fait partie des pays les mieux dotés d'Afrique en termes de ressources naturelles (pétrole, gaz, hydroélectricité, mines, diamants, agriculture, pêche, eau). En 2013, 98% des recettes d'exportations provenaient de l'or noir.**

L'économie repose toujours en large majorité sur le pétrole, qui contribuerait à 45 % du PIB selon la Banque centrale et 70 % des recettes budgétaires (2013). Avec une production moyenne de 1,8 million de barils par jour l'an dernier, l'Angola est le deuxième producteur de pétrole d'Afrique derrière le Nigeria. La production devrait continuer de croître pour atteindre, selon le plan national de développement des autorités, 2 millions de barils par jour à l'horizon 2015/16. Les réserves prouvées sont estimées à 9 milliards de barils, hors exploitation de l'offshore ultra profond qui reste à évaluer.

Portée par le ministre du Pétrole, une politique dynamique est conduite dans ce domaine. Les Etats-Unis sont un partenaire économique majeur. Une grande partie de l'or noir angolais est exportée aux Etats-Unis. Les deux pays ont entamé depuis 2009 un dialogue de partenariat stratégique. Les relations avec la France sont denses, les exportations angolaises composées à plus de 99% de pétrole, ont atteint 923,1 millions d'euros en 2013.

Après son adhésion à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en mars 2007, l'Angola a su gagner une crédibilité sur la scène internationale en 2009, à la présidence de l'OPEP pour un an. *«Les membres de l'OPEP veulent que le prix du baril se relève»*, avait alors déclaré José Maria Botelho de Vasconcelos.

## D'autres ressources naturelles considérables

L'Angola dispose également d'importantes ressources naturelles : le gaz, dont les réserves estimées se montent à 300 milliards de $m^3$, le diamant avec 10 millions de carats par an, qui place le pays au cinquième rang mondial en termes de production, mais aussi d'abondantes ressources minières (cuivre, fer, manganèse, uranium).

Le principal défi consiste dès lors à initier un processus de diversification, fondé à la fois sur les autres ressources naturelles (avec un focus énergétique), mais aussi sur les secteurs de la construction, des services, du tourisme et de l'agriculture, tout en mettant en œuvre un développement plus équilibré de l'aménagement du territoire.

Le gouvernement attire l'attention des compagnies minières nationales et étrangères sur de nouveaux projets et leur permet ainsi de participer au développement du potentiel minier.

# L'Angola, Eldorado, à la portée des entreprises françaises

©DR

**Federico CRESPO,** **Président des Conseillers du Commerce extérieur de la France en Angola**

**Federico Crespo, Conseiller du Commerce extérieur de la France en Angola, réside depuis 23 ans à Luanda. Entrepreneur, plusieurs fois créateur d'entreprise, il connait bien le pays et en parle avec passion.**

**L'Angola a longtemps pu compter sur l'importance de ses ressources pétrolières et diamantifères. S'agit-il toujours là du moteur de base de l'économie et quels sont ses autres atouts en termes de matières premières ?**

Suite à la guerre civile, les secteurs agricole et industriel angolais s'étaient effondrés, 500.000 cadres portugais et angolais ayant fui le pays, dont les infrastructures avaient été détruites, et les sols, minés. Dans ces conditions, l'Angola, dont la géologie est très similaire à celle du Brésil, s'était concentré sur la production pétrolière, étant le deuxième producteur en Afrique sub-saharienne, derrière le Nigéria, le pétrole assurant encore 95% de ses ressources en devises. L'Angola constitue par ailleurs un des principaux producteurs de diamants d'Afrique, d'une qualité rare, grâce à l'exploitation de la mine Catoca, la quatrième à ciel ouvert au monde, joint-venture détenue en amont par des Angolais, des Russes et des Brésiliens. Elle assure aujourd'hui 70% de l'extraction et ce n'est qu'un début.

© Phil_Good - Fotolia.com

→ **L'Angola est l'un des premiers producteurs de diamants d'Afrique.**

Malheureusement, la France a perdu de son aura dans le secteur minier, hors pétrole. Elle reste en revanche très présente dans le pétrole avec le groupe Total, premier producteur pétrolier en Angola, sans compter les nombreuses sociétés françaises présentes dans le secteur pétrolier et parapétrolier. Plus généralement, certains évoquent à propos de l'Angola un «scandale géologique», au vu de l'importance de son potentiel minier. C'est ainsi que le pays relance sa production de minerais de fer, notamment avec la mine de Jamba dans laquelle on compte des intérêts français, qu'il commence à exploiter le cuivre, intensifie l'exploitation du phosphate et va bientôt explorer ses gisements d'or. Le gouvernement angolais a d'ailleurs annoncé investir 200 millions de dollars pour établir la cartographie minière détaillée du pays : la France a certainement une carte à y jouer, forte de ses entreprises leaders en cartographie et chimie. Enfin, il ne faut pas oublier les eaux et les terres arables qui constituent des ressources inestimables : avec un potentiel de plus de 33.000 km$^2$ de terres arables, dont aujourd'hui à peine 7% sont exploitées... autant de niches pour les entreprises françaises dans l'outillage agricole, l'élevage et l'agroalimentaire.

**La présence chinoise s'y est-elle renforcée depuis le début des années 2000 ?**

L'Angola avait un temps compté sur la conférence de donateurs occidentaux. Les grandes organisations internationales lui ayant demandé de fournir

ANGOLA

©Angola image Bank

des preuves de bonne gouvernance en contrepartie d'un soutien financier, le pays a préféré, pour les services en infrastructures et main d'oeuvre, se tourner vers les Chinois. Ces derniers ont ainsi immigré vers l'Angola par plusieurs dizaines de milliers, participant à partir des années 2004-2005 à la reconstruction du pays, qu'il s'agisse de ses routes, de ses bâtiments publics, voire de nouvelles villes. Et, aujourd'hui, ils sont de plus en plus présents dans le commerce également. Le pays garde par ailleurs les traces profondes de sa relation ambivalente à l'égard de l'ancien colonisateur, le Portugal. L'influence portugaise se retrouve déjà pour beaucoup dans la culture et les habitudes culinaires des Angolais, du reste l'Angola demeure le premier partenaire stratégique du Portugal. En fait, les flux d'investissements se font dans les deux sens, les investissements angolais au Portugal étant particulièrement répandus dans le secteur bancaire, dans les sociétés de construction, dans les télécommunications, les médias et l'immobilier, alors que l'Angola reste une destination de choix pour les expatriés portugais. Ces derniers y constituent la première communauté européenne, en progression de 23.000 à plus de 150.000 personnes de 2003 à aujourd'hui, devant la France qui compte près de 3.000 ressortissants, et loin devant les Espagnols, les Allemands et les Italiens.

**En 2008, le Gouvernement avait multiplié l'annonce de grands projets d'aménagement du territoire ; ceux-ci ont-ils vu le jour ?**

Le boom économique extraordinaire que l'Angola avait connu entre 2002 et 2008 lui avait permis d'investir dans les infrastructures. Mais, à partir de 2009, la chute du baril de pétrole a freiné les investissements publics jusqu'en 2011, date à laquelle ils ont repris avec plus de 150.000 logements construits, apparition de nouvelles villes, le Gouvernement ayant promis de créer 1 million de logements sur fonds publics et privés. Et, pour les trois prochaines années, l'accent sera mis sur l'eau et l'énergie avec des enveloppes budgétaires respectives de 6 milliards et 20 millions d'euros. La France dispose en ces domaines d'un immense savoir-faire et de grandes sociétés françaises se sont déjà implantées dans le pays ou ont déjà créé des partenariats importants. Des entreprises plus petites se sont également positionnées, il y a place pour les PME.

**Les infrastructures de transport angolaises sont réputées pour être déficientes ; en quoi ce secteur pourrait-il offrir aujourd'hui des opportunités aux entreprises françaises?**

De grands investissements ont déjà été réalisés dans le secteur routier ainsi que dans la réhabilitation ou la construction d'aéroports dans les 18 provinces. Tel est également le cas pour les principaux ports du pays ou la réhabilitation des trois corridors de rail, sans oublier la construction du nouvel aéroport de Luanda, avec une capacité de plus de trois millions de passagers par an, et d'un nouveau port commercial à Barra Do Dande. En outre, le gouvernement angolais n'étant pas satisfait des prestations assurées par certaines sociétés chinoises dans les chemins de fer, la France aura sa partition à jouer par rapport aux investissements futurs, pour rénover et étendre l'interconnexion du réseau, devant aussi soulager le trafic de la capitale fortement embouteillée et assurer la liaison avec le nouvel aéroport.

**Une expatriation réussie!**
Arrivé dans ce pays d'Afrique latine en 1990, aux derniers jours du marxisme, peu avant les accords de paix et avant que le pays, fort d'une nouvelle constitution, ne s'ouvre à la démocratie et à l'économie de marché, Federico Crespo a vu l'euphorie de la population. C'était avant la dernière guerre civile qui devait durer jusqu'en 2002. Malgré cela, convaincu que l'Angola était l'avenir, il y a rapidement créé deux entreprises, l'une dans la restauration, et l'autre, dans l'importation et la distribution de produits de consommation de marques françaises et internationales. Après douze années de paix retrouvée, il nous présente un pays en plein essor économique et très prometteur, latin dans les méthodes et l'esprit.

**Comment définir les progrès en cours en matière de gouvernance ?**
L'Angola souhaite exercer son rôle de puissance régionale, entre l'Afrique australe, l'Afrique centrale et le Golf de Guinée, notamment face à l'Afrique du Sud. C'est la raison pour laquelle de nombreuses réformes macroéconomiques ont été entreprises ces dernières années, tant pour la gestion des risques que pour une plus grande transparence, la maîtrise de l'inflation et une meilleure lisibilité du budget de l'Etat. Les institutions internationales, type FMI et Banque Mondiale, l'ont reconnu. On peut espérer un redoublement des efforts dans un futur proche. Quant au «casse-tête administratif» que j'ai pu évoquer, il reste le fruit de l'époque coloniale portugaise. Le recours à un partenaire local peut faciliter une intégration rapide, ainsi qu'une adaptation plus aisée aux réalités du terrain.

**Quels conseils donnez-vous aux entreprises désireuses de faire une première approche du marché angolais, de s'y implanter ou d'y créer une filiale ?**
Luanda fait partie des trois villes les plus chères au monde, et il est vrai que le ticket d'entrée est assez élevé. Il faut donc se donner les moyens, être disposé à investir. Il ne faut pas hésiter à effectuer des séjours d'observation dans le pays, avec des visites régulières via Ubifrance pour les petites et moyennes entreprises ou, pour les plus grandes, l'investissement dans un poste de représentant sur place, sans oublier la solution très pratique du portage à laquelle on peut accéder en se rapprochant de la section angolaise des CCEF. L'idéal reste, dans tous les cas, de disposer déjà d'un premier marché en Angola pour réinvestir. Enfin, les entreprises françaises ne doivent jamais perdre de vue qu'il s'agit d'un pays d'Afrique latine et non francophone ; la culture des affaires y est différente. Des notions de bases en portugais constitueront un énorme atout ! Ainsi les entreprises françaises goûteront-elles cet adage angolais bien connu : *"celui qui a bu l'eau du Bengo reste attaché à l'Angola à tout jamais"*. Cela est mon cas!

©Angola Image Bank

©Shutterstock

# Le pétrole un apport majeur à l'économie angolaise

**Les opportunités économiques sont nombreuses et tendent à se diversifier en Angola avec le développement de secteurs d'activités clés tels que l'agriculture, l'agroalimentaire, l'eau et l'assainissement, l'énergie (lancement de nouveaux barrages hydrauliques ; projet de gaz naturel liquéfié), les transports ou les mines. Conscientes du besoin d'accélérer la diversification, les autorités ont récemment mis en place un Fonds souverain doté d'un montant initial de 5 Mds USD destiné à mieux tirer profit des revenus pétroliers.**

# FRIEDLANDER
GROUPE ORTEC

MAINTENANCE | TRAVAUX NEUFS | SERVICES À L'ENVIRONNEMENT
INGÉNIERIE ET ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE | FACILITIES MANAGEMENT ET LOGISTIQUE

**1 Md€ de Chiffre d'Affaires***
**8 600 Collaborateurs**
**130 implantations en France**
**32 filiales dans 22 pays**
**5% de la masse salariale consacrés à la formation**
**Une présence sur plus de 300 sites clients**

Friedlander, filiale du Groupe Ortec, emploie aujourd'hui près de 3 000 personnes sur le continent africain, et s'est imposée comme un partenaire majeur des industries locales et des plus grands acteurs internationaux : oil & gas, agroalimentaire, pharmacie, mines, énergies,...

La société est historiquement présente en Afrique depuis la fin des années 1970, et contribue à l'emploi de 2 000 personnes via ses filiales dans 15 pays.

ORTEC GROUPE
Services pour l'Industrie, l'Énergie et l'Environnement

www.ortec.fr/carrieres facebook.com/GroupeOrtec @GroupeOrtec

* prévision 2014

ANGOLA

# L'Angola mise sur la modernisation énergétique

**L'Angola fait du secteur de l'énergie une de ses priorités nationales. Les projets dans le secteur de l'électricité sont parmi les plus importants d'Afrique sur les cinq prochaines années. 35 milliards de dollars seront alloués par le gouvernement pour les grands projets d'électrification jusqu'en 2017.**

Conscient de la problématique énergétique, le gouvernement angolais a fait de l'énergie une des priorités nationales de sa politique de reconstruction et de développement. En effet, les infrastructures électriques angolaises ont largement été détruites ou détériorées pendant les vingt-sept années de guerre civile (1975-2002). Celles qui existent, qui datent pour la plupart de l'époque coloniale, n'ont pas ou que très peu été entretenues depuis la fin de la guerre. Ainsi, l'Angola connaît des problématiques de production et de distribution sur l'ensemble du territoire : seule 30% de la population a accès à l'électricité et les pannes de courant, notamment dans la capitale, sont quotidiennes. Cette situation influe également sur le développement économique et industriel du pays : 90% des entreprises localisées en dehors de Luanda disposent de leur propre générateur.

## 35 milliards de dollars pour l'énergie

Un Plan National de Développement (PND) a été voté pour la période 2013-2017. Celui-ci prévoit des investissements dans le secteur de l'énergie de l'ordre de 35 milliards de dollars (soit 67,3% du budget total du PND). 17 milliards ont été alloués à l'expansion de la capacité de production et au transport de l'électricité, 12 milliards à l'électrification rurale et 6 milliards à l'amélioration des infrastructures de distribution.

De plus, le gouvernement souhaite diversifier les sources d'énergies. Le potentiel du pays dans l'éolien, le solaire et l'hydraulique est en effet considérable : l'Angola enregistre une radiation solaire qui varie entre 2000 et 400 Kwh/m$^2$ par an, les vents atteignent une vitesse moyenne supérieure à 4,5 m/s dans la région centre et sud du pays et le territoire compte plus de 40 bassins hydrologiques.

## Un contexte favorable, de nombreuses opportunités

Deuxième économie d'Afrique australe et troisième PIB/habitant du continent africain, l'Angola a vu, depuis 2002, son PIB se multiplier par dix. Le pays est classé par le World Economic Report comme l'un des marchés où les retours sur investissements sont les plus importants au monde. La taille du marché va doubler d'ici 2045. Une classe moyenne et une élite à très fort pouvoir d'achat émergent.

Dans ce contexte favorable, des opportunités à assez court terme existent au regard de la période sur laquelle porte le plan, d'autant plus que le gouvernement prévoit de commencer la réhabilitation et la maintenance des infrastructures existantes d'ici 2015.

©Shutterstock

©DR

# Total en Angola,
## or noir en eaux profondes

©DR

**Jean-Michel LAVERGNE,** Directeur Général de Total en Angola

**Implantée en Angola depuis 1953, la société Total a accéléré fortement son développement dans le pays depuis une quinzaine d'années.**
**Pour son Directeur Général, Jean-Michel Lavergne, cette croissance est le fruit tout d'abord du talent des équipes à Luanda mais aussi des opportunités que le Groupe a pu saisir aux bons moments, en participant aux grandes découvertes de l'offshore profond angolais.**
**L'Angola est ainsi devenu, en un peu plus d'une décennie, un des leaders mondiaux, avec le Brésil et le Nigéria, de l'exploitation des hydrocarbures en eaux profondes.**

**L'Angola est un pays stratégique pour Total et son premier centre de production dans le monde aujourd'hui. Comment pouvez-vous nous expliquer cette implantation ?**
Cette implantation est le résultat d'une longue aventure, de plus de 60 années de présence, pendant lesquelles nos équipes ont toujours cru au développement de l'industrie pétrolière en Angola, malgré toutes les difficultés qu'a pu rencontrer le pays.
Cette longue marche a permis à l'Angola de prendre une place effectivement stratégique dans le portefeuille de Total : près d'un baril sur trois, opéré par le Groupe dans le monde, vient aujourd'hui d'Angola.
Mais c'est surtout pour l'Angola que nos activités sont importantes : nous opérons de l'ordre de 700 kb/j, ce qui représente plus du tiers de la production nationale, et ces opérations ont permis à l'Angola de se hisser à la seconde place des producteurs africains, derrière le Nigeria.

**Le projet CLOV, qui a été mis en production cette année à 140 km au large des côtes de Luanda, représente plus de 7 milliard d'investissements avec un objectif de production de 160 000 barils / jour fin 2014. En quoi ce projet est-il innovant ? Est-ce une nouvelle génération de plate-forme off-shore ?**
Le projet CLOV est le 4ème centre de production du Bloc 17, l'un des blocs les plus prolifiques en Angola, dont on estime les réserves initiales à de l'ordre de 4 milliards de barils de pétrole. La production du bloc 17 a démarré en 2001 avec Girassol, suivi par Dalia en 2005, puis par Pazflor en 2011 et enfin par CLOV cette année. Avec ce dernier démarrage, la production du bloc a été portée au-delà de 700 kb/j, ce qui en fait le premier centre de production de Total dans le monde et le premier d'Afrique, tous opérateurs confondus.
CLOV est une vitrine technologique pour Total ; nous avons en effet utilisé pour ce projet toute l'expérience des 3 premiers développements du bloc 17, acquise pendant près de 15 ans dans le domaine du deep-offshore.
Les installations de traitement en surface (FPSO: Floating, Production, Storage & Offloading vessel) ont été conçues pour minimiser l'impact

environnemental : aucun brûlage en conditions normales d'opérations et une efficacité énergétique accrue sur site avec un concept "tout électrique".
Le projet utilise d'autre part un système sous-marin assez complexe de pompes multiphasiques afin de pouvoir produire deux types d'huile.
CLOV est aussi le projet deep-offshore qui a le plus d'éléments de construction réalisés en Angola. L'essor économique de l'Angola est fortement lié à l'activité pétrolière et le projet CLOV a démontré la capacité industrielle de l'Angola dans ce domaine. Il a permis par exemple l'installation d'un chantier naval dans la ville de Porto Amboim, avec la plus puissante grue d'Afrique, une première de cette envergure en Angola.

**Comment cette plateforme flottante se présente techniquement ?**

Cette plateforme a la forme d'un bateau sur lequel sont installées une usine de traitement pétrolière et des capacités de stockage, d'où son nom de Floating Production Storage and Offloading (FPSO). En termes pratiques, le mélange de pétrole, gaz et eau qui est extrait d'une vingtaine de puits sous-marins, est remonté en surface par de puissantes pompes posées au fond de la mer. Une fois sur le bateau, le pétrole est séparé du gaz et de l'eau qui l'accompagnent avant d'y être stocké, puis transbordé sur des navires pétroliers qui vont le livrer aux quatre coins du monde. Le gaz, lui, est destiné à l'approvisionnement d'une usine de liquéfaction, Angola LNG, et finira donc également commercialisé en plusieurs points de la planète. L'eau est, elle, soit réinjectée dans les réservoirs pétroliers, soit rejetée à la mer après vérification qu'elle est bien propre de composants hydrocarbures.

**Quelles sont les accords sur l'emploi avec les autorités angolaises ?**

Total Angola est particulièrement dynamique et en forte croissance, ce qui nous a permis de doubler nos effectifs ces six dernières années, en embauchant de l'ordre de 100 collaborateurs angolais chaque année.
Nous sommes le Groupe pétrolier qui embauche le plus en Angola et notre impact est majeur dans le développement des compétences pétrolières locales et de l'industrie parapétrolière angolaise.
Il faut toutefois relativiser et garder en tête que le secteur pétrolier est en général hautement capitalistique et peu consommateur en moyens humains, en particulier par rapport aux secteurs manufacturiers et aux secteurs primaires et tertiaires.
Nous souhaitons que notre implantation en Angola soit durable et pour cela nous intervenons au-delà des activités pétrolières.
Dans le domaine de l'éducation par exemple, nous avons développé les écoles Eiffel en collaboration avec le Ministère de l'Éducation angolais et la Mission Laïque Française. Nous avons construit 4 établissements en dehors des grands centres urbains, avec des classes de la seconde à la terminale et les résultats sont positifs : cette année, nos bacheliers ont remporté pour la troisième fois consécutive les Olympiades de mathématiques en Angola, et certains élèves choisissent de poursuivre leurs études supérieures en France.
Notre engagement sociétal comprend aussi des actions dans le domaine de la formation, de la santé et du développement économique local.

**Quelle pourra être la contribution de Total à la production de pétrole et de gaz en Angola dans les temps futurs?**

Cette contribution sera majeure et Total Angola conservera, j'en suis tout à fait convaincu, sa place de premier opérateur pétrolier en Angola.
En effet sur le bloc 17, nous avons une série de projets complémentaires qui nous permettront de maintenir encore pendant plusieurs années une production élevée sur les 4 pôles existants.
D'autre part, nous avons fait des découvertes importantes sur le bloc 32, à l'Ouest du bloc 17, à 260 km au large de Luanda et nous y avons lancé l'année dernière un premier projet, le projet Kaombo, qui développera 650 millions de barils pétrole pour un investissement de l'ordre de 16 milliards de dollars.
Comme vous pouvez l'imaginer, la complexité des projets va toujours croissante et Kaombo ne fait pas exception : le projet mettra en production six champs qui s'étendent sur une surface de l'ordre de 800 km$^2$ et par des profondeurs d'eau allant de 1400 à 1 900 mètres, grâce à deux unités indépendantes de traitement.
Un beau challenge en perspective, avec une construction qui s'appuiera fortement sur les compétences de l'industrie locale angolaise. ■

©DR

# Technip en Angola

En Angola, l'ambition du Groupe est de devenir l'entrepreneur local d'ingénierie privilégié.

Nous sommes actifs depuis le début des années 1970 avec aujourd'hui 600 collaborateurs.

Grâce à ses capacités de fabrication, Technip en Angola peut offrir à ses clients des projets clés en main.

Technip

take it further.

ANGOLA

# L'implantation de Technip en Angola ouvre des perspectives de croissance

©DR

**Benoît VERDIER,** **Directeur général de Technip Angola**

**Active en Angola depuis le début des années 1970, Technip y conduit des projets d'envergure.**

**Pouvez-vous nous expliquer comment Technip est présent en Angola?**

Technip est présent en Angola en partenariat avec Sonangol, par le biais de deux entités. La première est Technip Angola, une société de réalisation de projets d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et d'installation qui a été la première société d'ingénierie établie en Angola et la seconde est Angoflex, avec une usine d'ombilicaux à Lobito et une base d'assemblage de conduites rigides à Dande.

Les deux sociétés ont acquis une solide réputation au fil des ans et représentent aujourd'hui près de 600 employés en Angola.

**Quelle est votre stratégie de développement du contenu local en Angola ?**

Technip considère l'Angola comme l'une de ses principales priorités en termes de développement dans le monde. Dans le but d'assurer un transfert de connaissance vers nos equipes Angolaises, Technip en Angola assure différents types de formations, en général réalisées par des expatriés d'autres entités du Groupe et nous offrons la possibilité pour nos équipes locales d'évoluer à l'international dans l'un de nos centres dans le monde entier.

Nous travaillons conjointement avec le groupe sur l'identification de talents en Angola. Nos employés sont encouragés à poursuivre leurs études et peuvent bénéficier d'une prise en charge par la société de leurs études supérieures ou d'horaires flexibles. Actuellement, 90 % de nos salariés en Angola sont constituées d'Angolais et nous avons prévu de recruter en 2014-2015.

©DR

**Quelle est la stratégie à long terme de Technip en Angola ?**

En Angola, nous sommes actifs depuis le début des années 1970. Par le biais d'Angoflex, qui a été créé en 2002 à travers une joint-venture avec la société pétrolière nationale Sonangol, nous avons acquis la capacité de produire localement des ombilicaux ainsi que d'assembler des conduites rigides. Grâce à ces capacités de fabrication, Technip en Angola peut offrir à nos clients des projets clés en main.

Cela a été une grande réussite dans la stratégie de Technip de maximiser le contenu Angolais. D'un point de vue de chiffre d'affaires, le réalisation de projets clés en main est très intéressante car elle nous permet de réinvestir en Angola et d'accroître nos activités.

Pour Technip Angola, environ 40 % de nos opérations sont relatives à des projets sous-marins et les autres 60 % sont des projets de plates-formes offshore. Dans les trois à cinq prochaines années, nous prévoyons d'équilibrer nos opérations dans le pays à 50 % / 50 %.

**Comment s'inscrit dans cette stratégie le contrat géant en Angola pour le gisement offshore de Kaombo, le plus gros contrat du groupe en matière d'ingénierie sous-marine, que vous venez de remporter en ce début d'année 2014 ?**

C'est une étape majeure car elle met à contribution tous nos centres en Angola, pour l' ingénierie et la fabrication. C'est un projet majeur avec plus de 300 km de conduites rigides sous-marines soit la distance Paris-Bruxelles ou en poids, 40 000 tonnes d'acier, soit l'équivalent de 6 Tour Eiffel. Elle permettra à Technip de laisser une réelle et durable empreinte dans le pays. ■

ANGOLA

# PONTICELLI Angoil,
## une sécurité à toutes épreuves

©DR

**Charles CAIA,** Directeur Général de la filiale

**Inscrit dans la durée en Angola en s'appuyant sur des installations industrielles pérennes et un fort investissement dans son capital humain, le groupe Ponticelli Frères, depuis son premier grand projet avec le groupe Total en 2004, est devenu un partenaire incontournable des sociétés pétrolières dans la construction offshore,comme nous l'explique Charles Caia, Directeur Général de la filiale.**

**Depuis votre premier contrat Rosa en Angola avec Total, Ponticelli Angoil s'est installé dans la durée et obtenu de nombreux contrats. Quelles sont les raisons de votre forte implantation ?**

Ce premier contrat, obtenu en 2004 et qui a duré trois ans, consistait à aménager le FPSO Girassol pour le grand projet Rosa de Total sur le Bloc 17. Parallèlement, nous avons voulu nous engager dans la durée en Angola en procédant à de gros investissements. Nous avons acheté notre yard de Boavista de 16 000 m² dans la zone portuaire de Luanda et aménagé des ateliers de fabrication en tuyauterie, structure et mécanique.

Progressivement, en nous appuyant sur le succès du projet Rosa, nous avons développé les cœurs de métiers du Groupe dans le cadre de services et de projets pour les opérateurs pétroliers présents en Angola : préfabrication puis installation de tuyauteries et structures sur les sites offshore, maintenance mécanique et robinetterie, travaux sur arrêts de production.

C'est en développant notre savoir-faire localement avec les meilleurs niveaux de sécurité et de qualité que nous sommes devenus un acteur parapétrolier majeur de l'Angola. Cette implication locale nous a permis d'accéder à d'importants contrats sur les grands projets des opérateurs pétroliers (notamment Satellite Phase 1 puis Phase 2 pour le Groupe Exxon Mobil) ou à des contrats de services de construction (très vite avec Sonangol P&P et Total, plus récemment avec BP et Exxon Mobil).

**En quoi consiste votre savoir faire sur le marché local et quels sont vos moyens ?**

Nous avons aménagé sur notre Yard des ateliers modernes avec des machines de soudage automatique, de l'usinage, des moyens de levage conséquents. Mais c'est avant tout notre investissement dans le capital humain local qui est notre force principale. Notre

©DR

Un des ateliers du Yard de PONTICELLI Angoil, celui de fabrication de tuyauteries acier.

©DR

→ **Travaux d'installation par PONTICELLI Angoil de structures sur une plateforme offshore en Angola.**

politique de formation en interne est particulièrement forte, non seulement dans la sécurité et les domaines techniques - dessin industriel, soudage, mécanique - mais aussi dans les compétences managériales et les langues. Sur les métiers du soudage, nous sommes fiers aujourd'hui du fait que 100% de nos soudeurs qualifiés soient angolais.
Dans les domaines de la sécurité, nous sommes aussi très fiers du niveau HSE atteint en Angola, comparable à celui de nos meilleures implantations qu'elles soient Françaises ou internationales. Nous n'avons par exemple subi aucun accident avec arrêt depuis plus de 5 ans. Cette excellence en HSE est évidemment une des clefs de notre succès en Angola.
Des efforts particuliers de formation et de motivation du personnel sont à mener impérativement en Angola. Le système d'éducation actuel dans les métiers techniques ne couvrant pas tous les besoins du secteur de l'Oil & Gas, il demeure compliqué de recruter localement. Sur un marché de l'emploi très tendu, nous faisons face à une forte concurrence des entreprises pétrolières et parapétrolières et devons rester vigilants face à la surenchère des salaires. Aussi, nous fidélisons notre personnel par des actions sociales en interne et un vrai dialogue ouvert avec les représentations syndicales.

**Comment voyez-vous la continuité de Ponticelli Angoil avec les opérateurs pétroliers et votre implantation dans le pays ?**

Une autre clé de notre succès et d'avoir priorisé la production locale. Ainsi, nos deux derniers grands projets avec Exxon ont été à 100% préfabriqués en Angola, avec l'aide de sous-traitants présents localement et nos propres moyens sur notre yard de Boavista.
Aujourd'hui, Ponticelli Angoil emploie 750 personnes en Angola. Notre effectif se répartit à moitié sur Luanda et à moitié sur les sites offshore de nos clients. Notre chiffre d'affaire annuel moyen est de l'ordre de 150 millions de dollars, avec des contrats en cours pour les grands opérateurs que sont Exxon, Total et BP Angola. Nous sommes aussi très actifs auprès de l'opérateur local, Sonangol P&P. Notre grand projet en cours est celui de Satellite Phase II pour Exxon en tant que «Main Contractor» du package Topside (travaux de modification des plateformes du FPSO Kizomba B, opérant sur le Bloc 15).

Notre politique de développement en Angola passe par le valorisation de notre capital humain et par notre promotion d'une production 100% locale. Nous travaillons sans relâche à l'amélioration de notre compétitivité, car un des grands challenges en Angola reste la maîtrise des coûts d'opération. Luanda est en effet une des capitales les plus chères du monde, et cela a un impact fort sur notre logistique, nos salaires locaux et tous les services utilisés en Angola.
Nous nous inscrivons aussi dans le futur par un fort engagement sociétal auprès de nos employés ainsi qu'auprès d'ONG comme Dom Bosco, qui anime des centres de formation sur des activités qui touchent nos métiers. Nous avons notamment soutenu récemment cette organisation pour leurs formations en informatique et en serrurerie.
L'Angola est un pays d'avenir avec une manne pétrolière qui place le pays comme second producteur en Afrique, juste derrière le Nigéria, pays où notre Groupe est aussi très présent. L'économie angolaise est en voie de diversification avec le lancement de la production de gaz naturel liquéfié, une politique d'investissement et d'industrialisation volontariste et d'énormes projets initiés en infrastructures. Tout cela conforte notre volonté de pérenniser notre implantation locale, forte de ses 10 années d'existence. ■

©DR

→ **Soudeur angolais de PONTICELLI Angoil en train de souder des tuyauteries à installer ensuite offshore.**

# Petroforma Lda

Consultancy, Training & Recruitment

**Sté Petroforma Lda**
**Rua Francisco Castelo Branco, n° 1**
**EdificioCoqueiros, 10 C - Luanda - ANGOLA**
**Tel : +244 912 601 180**
**Email : petroforma@snet.co.ao**
**ovilleneuve@consulting-angola.com**
**www.petroforma@snet.co.ao**

ANGOLA

# Accompagner les sociétés de services parapétroliers

©DR

**Olivier VILLENEUVE,** Co-fondateur de Petroforma Lda

**Olivier Villeneuve précise l'importance du «local content» dans la stratégie d'implantation et de développement des sociétés parapétrolières en Angola.**

**Quels besoins répondait la création de Petroforma en Angola ?**

Plus de vingt années d'expérience en Angola dans les services pétroliers et dans la formation nous ont incités, mon associé Enrique Acevedo et moi-même, à créer Petroforma, dont l'expertise est l'implantation et le développement des sociétés parapétrolières. Le consulting, la formation et le service au recrutement constituent les colonnes de nos stratégies de «Local Content».

Cet axe central, modèle de croissance obligé en Angola, consiste à promouvoir l'emploi de nationaux, dite «angolanisation», l'actionnariat angolais, ainsi que l'industrie domestique des biens et services.

**En quoi votre assistance à l'élaboration d'une stratégie d'implantation est-t-elle un plus pour vos Clients ?**

La définition d'un plan stratégique d'implantation ou de développement centré sur le «Local Content» est passionnante sur le plan industriel et humain. Sur le plan industriel, il convient d'être le plus innovateur possible, tout en restant réaliste face aux contraintes techniques ou fiscales du pays. Au niveau humain, l'«angolanisation» du personnel des sociétés pétrolières et parapétrolières est déjà bien amorcé et suivi par le Ministère du Pétrole. Le véritable enjeu d'aujourd'hui reste l'«angolanisation» des cadres dirigeants. Petroforma propose à ses clients son expertise, partant d'une base de données actualisée de plus de 3.000 talents angolais présents sur le territoire comme à l'étranger.

Conscient que cet effort de «Local Content» peut affecter la compétitivité, la législation angolaise accorde aux sociétés locales une préférence de prix allant jusqu'à 10% ; cela ne suffit pourtant pas toujours et la préférence pour l'adjudication ne se défend pas systématiquement sur le plan commercial. Savoir définir une stratégie ambitieuse, réaliste, avec une claire vision sur le long terme et répondre aux objectifs industriels de la Sonangol, peut souvent vous différencier de la concurrence et vous faire remporter un contrat. C'est là la véritable valeur ajoutée de Petroforma.

© Think4photop - Fotolia.com

**Quelle est la typologie de votre clientèle ?**

Nos clients sont essentiellement des sociétés de services internationales contractées par les Opérateurs pétroliers. Nous avons participé à la fin des années quatre-vingt-dix à la création des premières joint-venture avec la Sonangol. Celle-ci s'est désengagée du capital de certaines J.V pour se recentrer ces dernières années sur ses métiers d'exploration-production, encourageant ainsi l'entrée d'actionnariats privés angolais. Le choix du partenaire angolais reste extrêmement stratégique et très souvent sensible, notamment pour les sociétés cotées sur les marchés boursiers. Petroforma apporte à ses clients un éclairage approfondi du marché dans ses recommandations.

**Comment envisagez-vous le développement de votre activité, au vu de l'attribution prochaine de quarante nouveaux blocs Onshore par le Gouvernement ?**

Même si l'échéancier de ces développements reste à confirmer, ces prochaines attributions permettront l'entrée sur le marché angolais de nouveaux acteurs spécialisés dans l'Onshore, longtemps abandonné au profit de l'Offshore. Pour pouvoir participer aux appels d'offres inhérents à l'exploration / production de ces développements, ces sociétés impétrantes devront répondre aux mêmes critères de «Local Content» : choix du partenaire, définition et mise en valeur d'un plan d'«angolanisation», priorité aux industries locales. Nous pourrons les conseiller et les accompagner dans leurs développements.

ANGOLA

# La coopération culturelle entre la France et l'Angola

**La culture française est bien vivante en Angola. En témoignent notamment différentes initiatives récentes.**

Le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) en Angola joue dans ce domaine un rôle clé. Il met en place la coopération linguistique, culturelle, scientifique et audiovisuelle de l'ambassade. De plus, il supervise l'action éducative du Lycée français de Luanda et de l'action de promotion et de création artistique et culturelle des Alliances françaises de Luanda, Cabinda et Lubango qui sont à la fois centres culturels et centres de langue.

La Semaine de la Francophonie s'est déroulée du 15 au 22 avril en Angola avec l'organisation de plusieurs manifestations culturelles et sportives. Les trois Alliances Françaises du pays y ont participé, ainsi que le Lycée français Alioune Blondin Beye, les écoles congolaises de Luanda, et les Ambassades des pays membres de l'OIF représentés en Angola (Suisse, Belgique, Égypte, Ghana, Mali, Congo, RDC, Gabon, Vietnam, Maroc, Mozambique, Cap Vert, Côte d'Ivoire) et également l'Algérie. Plusieurs écoles secondaires, l'École de Formation des Professeurs (EFP) Garcia Neto ainsi que l'Institut Supérieur de Sciences de l'Éducation (ISCED) ont également participé à l'événement. Une émission de radio a été animée par plusieurs ambassadeurs de pays francophones, un concours de films de poches a été organisé, ainsi qu'une soirée gastronomique francophone, puis un tournoi de football scolaire. Des conférences, des dictées, des concours de culture générale, des poèmes et du théâtre, ont complété ces manifestations.

L'accueil en France d'étudiants angolais est aussi un facteur de rapprochement des cultures de nos deux pays ; l'ambassadeur de France, Jean-Claude Moyret, a reçu le 10 juin la promotion 2014 des boursiers France-Angola. Ce programme de bourse d'étude est mis en place par l'Ambassade avec la participation du réseau des IUT et de Campus France. 35 boursiers vont intégrer le réseau des IUT français : 28 avec le cofinancement de l'Angola et 7 grâce aux conventions Quai d'Orsay-entreprises.

Peu après, la finale du concours de la Francophonie a été mise en place par le Bureau de la Langue Française en Angola avec la participation de l'Ambassade de France ; cet événement s'est déroulé le 13 juin 2014 au centre de formation de l'école Magistério Primario de la capitale. Les six vainqueurs ont gagné une bourse de stage de 15 jours au Centre d'Approches Vivantes des Langues et des Médias (CAVILAM) – Alliance Française à Vichy. Par ailleurs, l'ambassadeur de France et le Secrétaire d'État pour les Technologies de l'information, Pedro Teta, ont inauguré le 22 octobre 2014 un espace francophone au sein de la médiathèque de Luanda, qui comprend plus de 300 ouvrages. Le personnel suit également des cours de langue à l'Alliance Française.

Concernant le réseau de l'Alliance française, d'importants investissements ont été réalisés au cours de ces dernières années concernant les structures disponibles comme la formation des enseignants. L'action de l'Alliance française pour la diffusion des cultures françaises et angolaises et son aide aux jeunes artistes a été récompensée par le Prix d'Honneur du Ministère de la Culture en 2009. L'établissement de Luanda utilise des tableaux interactifs lors des cours de langue et offre une programmation variée tout en proposant des concerts, des conférences et du théâtre en partenariat avec les services culturels de l'Ambassade de France et en participant à divers festivals (cinéma, jazz).

©DR

# Une grande richesse linguistique

©Angola Image Bank

**L'Angola est une mosaïque de peuples et de cultures qui se caractérise par sa richesse multiethnique et plurilinguistique et un brassage multiracial. Si le portugais est langue officielle, l'anglais et le français sont utilisées dans le monde des affaires et il existe une variété de langues angolaises.**

Les grandes thématiques de la culture sont bien présentes en Angola et tendent à se développer et à s'exporter depuis la fin de la guerre en 2002. Il s'agit, entre autres, de la littérature, de la musique, de la danse, du théâtre, du cinéma et des nombreuses manifestations culturelles, des festivals et du carnaval, des arts plastiques mais aussi des habitudes et coutumes ancestrales encore vivantes dans plusieurs régions du pays.
L'Angola fait partie des cinq pays d'Afrique qui utilisent le portugais comme langue officielle avec la Guinée-Bissau, le Mozambique, les îles du Cap-Vert et les îles de São-Tomé-et-Príncipe. C'est le deuxième pays lusophone par son étendue (après le Brésil) et le troisième par sa population (après le Brésil et le Mozambique). Son territoire assure la transition entre l'Afrique francophone au nord et l'Afrique anglophone au sud.
L'étude du portugais est fondamentale dans la culture angolaise, d'abord parce que l'article 19 de la constitution de 2010 la consacre langue officielle, mais aussi parce qu'elle est la principale langue de l'expression littéraire.
Il faut rappeler que le portugais a joué un rôle important dans l'histoire de la libération du pays et c'est également cette langue qui permet la communication interethnique.

La configuration géographique de l'Angola, entre l'Afrique centrale francophone et l'Afrique australe anglophone, confère à l'anglais et au français un rôle important. Ce sont les deux langues les plus utilisées, après le portugais, dans le monde des affaires et dans les milieux intellectuels et universitaires.
Diverses ethnies peuplent l'Angola mais quatre grands groupes forment près des trois quarts de la population. Les Ovimbundus (37 % de la population) dans le Centre-Sud ; les Mbundus (24 % de la population) dans le Centre-Nord ; les Bakongos (13,2 % de la population) dans le Nord-Ouest ; les Lunda-Tchokwés (5,4 %) dans l'Est ; les Nganguela (6 %) dans le Sud-Est. Mentionnons également les Nyaneka-Humbé (5,4 %) au sud, les Héréros (env. 1 %), les Ovambo (1 %) et les Xindonga (1 %), les deux derniers groupes appartenant au même sous-groupe.
À côté des Bantous, on trouve des peuples d'origine khoïsane (quelques milliers), issus des Boshimans et des Hottentots, qui vivent près de la frontière zambienne.
Selon les données démolinguistiques (2000) du Summer Institute of Linguistics de Dallas, plus de 90% des Angolais parleraient des langues bantoues comme langue maternelle. Celles-ci sont au nombre d'une quarantaine, mais cinq ont le statut de «langues nationales» et comptent près de 80 % de locuteurs. Il s'agit de l'umbundu (4 millions de locuteurs), du kimbundu (3 millions de locuteurs), du kikongo (1,1 million de locuteurs), du quioco (500 000) et du ganguela (172 000).
Les langues angolaises ont commencé à être prises en compte dans l'enseignement, sur une base expérimentale, à partir de 2005. L'objectif du gouvernement est la mise en place et le développement dans tout l'enseignement de base des langues nationales comme facteur d'identité. Il s'agit surtout d'offrir des contenus pédagogiques au primaire dans les langues nationales, en priorité pour les enfants qui vivent dans un environnement rural.
Pour l'utilisation et la promotion des langues locales, l'Institut national des langues de l'Angola (Instituto de Línguas Nacionais de Angola) a fixé des règles concernant l'orthographe des langues côkwe, kikongo, kimbundu, nyemba, oshikwanyama et umbundo, ainsi que les aspects phonétiques, phonologiques, morpho-syntaxiques, lexicaux et sémantiques. Les résultats de cette recherche ont constitué la base pour le développement de matériel didactique pour la future introduction de ces langues dans l'enseignement primaire, en parallèle avec le portugais. À l'université, on enseigne en portugais, mais aussi en anglais et en français.

©Shutterstock